



Rapport

sur le

Baromètre mondial de la corruption 2005
de Transparency International

Embargo jusqu'au 9 décembre 2005

Date de publication : 9 décembre 2005

Département études et recherches
Transparency International – Secrétariat International
Alt Moabit 96
10559 Berlin, Allemagne
Tel : + 49-30-3438200
Fax : +49-30-34703912

Rapport sur le Baromètre mondial de la corruption 2005

Sommaire

A PROPOS DE L'ENQUETE	2
QUELS SONT LES SECTEURS ET INSTITUTIONS LES PLUS TOUCHES PAR LA CORRUPTION ?	3
DIAGRAMME 1 : SECTEURS ET INSTITUTIONS LES PLUS TOUCHES PAR LA CORRUPTION	3
TABLEAU 1 : PAYS OU LES PARTIS POLITIQUES ONT ETE CLASSES COMME L'INSTITUTION LA PLUS CORROMPUE.....	4
TABLEAU 2 : LES SECTEURS LES PLUS CORROMPUS PAR REGION	5
QUELS ASPECTS DE LA VIE LA CORRUPTION AFFECTE-T-ELLE LE PLUS ?	6
TABLEAU 3 : PAYS OU LA CORRUPTION AFFECTE <i>BEAUCOUP</i> LA VIE POLITIQUE.....	7
TABLEAU 4 : L'IMPACT DE LA CORRUPTION SUR LA VIE PERSONNELLE – PAR CATEGORIE DE REVENU DES MENAGES	7
COMMENT LA CORRUPTION EVOLUE-T-ELLE DANS LE TEMPS ?.....	8
DIAGRAMME 2 : AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES, COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL EVOLUE DANS CE PAYS ?	8
DIAGRAMME 3 : PENSEZ-VOUS QUE LE NIVEAU DE CORRUPTION VA CHANGER DANS LES 3 PROCHAINES ANNEES ? ...	9
TABLEAU 5 : COMMENT LA CORRUPTION VA-T-ELLE EVOLUER SUR LES TROIS PROCHAINES ANNEES ?	10
DANS QUELLE MESURE LA PRATIQUE DES POTS-DE-VIN EST-ELLE REPANDUE ?	11
TABLEAU 6 : LA PRATIQUE DES POTS-DE-VIN DANS LES DIFFERENTS PAYS	11
QUELLES SONT LES SOMMES EN JEU ?	12
TABLEAU 7 : MONTANT CONSACRE AUX POTS-DE-VIN	12
TABLEAU 8 : MONTANT DES POTS-DE-VIN PAR RAPPORT AU PIB/HABITANT	13
QUELLE FORME LES POTS-DE-VIN PRENNENT-ILS ?	13
DIAGRAMME 4 : LA DEMANDE DE POTS-DE-VIN.....	14
DIAGRAMME 5 : L'OFFRE DE POTS-DE-VIN	14
DIAGRAMME 6 : LES POTS-DE-VIN PAYES POUR ACCEDER A DES SERVICES PUBLICS.....	15
CONCLUSION	16
ANNEXES	18
TABLEAU 9 : INSTITUTIONS ET SECTEURS NATIONAUX, CORROMPUS OU PROPRES ?	18
TABLEAU 10 : IMPACT DE LA CORRUPTION SUR LA VIE POLITIQUE, L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL ET LA VIE PERSONNELLE ET FAMILIALE.....	20
TABLEAU 11 : DANS QUELLE MESURE LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL AUGMENTE OU DIMINUE AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES ?	21
TABLEAU 12 : PERSPECTIVES D'AVENIR : LES NIVEAUX DE CORRUPTION VONT-ILS AUGMENTER OU DIMINUER SUR LES TROIS PROCHAINES ANNEES ?	22
BAROMETRE MONDIAL DE LA CORRUPTION 2005 DE TI – QUESTIONNAIRE	24
PAYS COUVERTS ET INFORMATIONS NATIONALES	25
REMARQUES METHODOLOGIES	27

A propos de l'enquête

Le Baromètre mondial de la corruption (ou plus simplement le « Baromètre ») de Transparency International (TI) présente les résultats d'un sondage d'opinion mené auprès d'environ 55 000 personnes dans 69 pays à faible, moyen et haut revenu. Ce sondage a été réalisé par Gallup International, pour le compte de TI, de mai à octobre 2005. Le Baromètre cherche à comprendre dans quelle mesure et de quelle manière la corruption affecte la vie des gens ordinaires en donnant une idée de la forme et de l'étendue que prend la corruption du point de vue des citoyens du monde entier.

Le Baromètre demande aux personnes interrogées de dire quels sont, à leur avis, les secteurs de la société les plus corrompus, les aspects de la vie les plus touchés, si la corruption a augmenté ou diminué par rapport au passé et s'il est probable qu'elle augmente ou qu'elle diminue à l'avenir. Par ailleurs, le Baromètre se penche en détail sur les pots-de-vin et nous informe sur la fréquence à laquelle les ménages paient des dessous-de-table, comment ces paiements se produisent, s'ils visent à accéder à des services publics et quelles sommes ils représentent.

De telles informations peuvent être essentielles pour servir la lutte contre la corruption et les pots-de-vin. Par exemple, il peut être important d'établir dans quel cadre les transactions malhonnêtes se produisent pour concevoir des mesures de lutte contre la corruption. En outre, en demandant au public de préciser les secteurs de la société les plus touchés par la corruption, le Baromètre peut devenir un moteur de réforme. Qui plus est, les perceptions de la population sur l'expansion de la corruption peuvent donner une évaluation précieuse du succès des politiques et programmes de lutte contre la corruption.

Le Baromètre mondial de la corruption est l'un des instruments de TI pour mesurer la corruption à l'échelle internationale. En mettant l'accent sur l'opinion publique, le Baromètre vient compléter l'Indice de Perceptions de la Corruption et l'Indice de Corruption des Pays Exportateurs, qui reposent eux sur l'opinion d'experts et de chefs d'entreprise. Réalisé pour la première fois en 2003 dans 45 pays, puis de nouveau en 2004 dans 64 pays, le Baromètre porte désormais sur près de 70 pays – dont certains pays précédemment non couverts tels que le Cambodge, le Chili, l'Éthiopie, le Paraguay, le Sénégal, la Serbie, la Thaïlande et l'Ukraine.

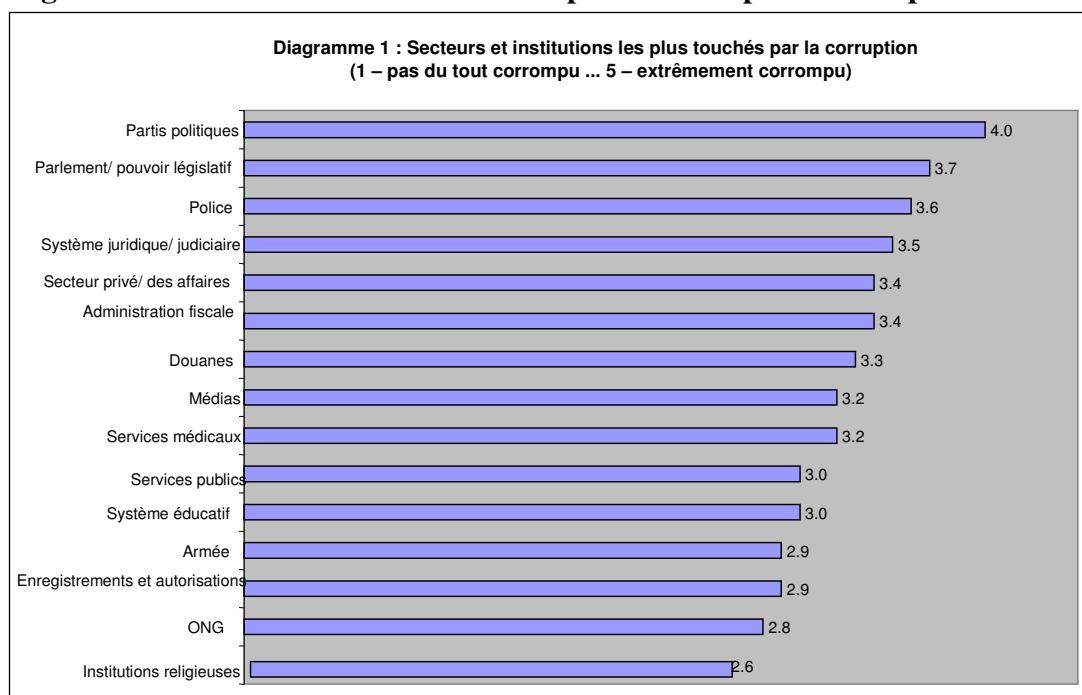
Pour consulter les résultats détaillés, obtenir des renseignements techniques sur le Baromètre, comme le questionnaire et la méthodologie de l'enquête, et connaître les pays couverts, veuillez vous reporter aux annexes à la fin de ce document.

Ce rapport a été rédigé par Francis Hutchinson, Tom Lavers et Marie Wolkers du Département Etudes et Recherche du Secrétariat de Transparency International. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Marie Wolkers mwolkers@transparency.org

Quels sont les secteurs et institutions les plus touchés par la corruption ?

Les résultats du Baromètre mondial de la corruption 2005 mettent sévèrement en cause les systèmes politiques et judiciaires de l'ensemble de la planète. Les habitants des pays sondés ont classé les partis politiques, les parlements, la police et le système judiciaire comme les institutions les plus corrompues de leur société (voir le Diagramme 1 et le Tableau 9 de l'Annexe 1 pour les résultats complets par pays).

Diagramme 1 : Secteurs et institutions les plus touchés par la corruption



Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

Globalement, les **partis politiques** ont été, de loin, perçus comme les institutions les plus corrompues de la société. Dans 45 des 69 pays¹ sondés, les partis politiques ont été jugés comme l'institution la plus touchée par la corruption (Tableau 1). C'est un chiffre en progression par rapport à l'année dernière où 36 pays sur 62 avaient cité leur système de partis comme l'institution la plus corrompue.

Les habitants des pays à haut et moyen revenu en particulier remettent en cause leur système de partis politiques. Parmi les pays à revenu élevé, les citoyens français, italiens, grecs, japonais, israéliens et taïwanais ont exprimé de sérieux doutes quant à l'intégrité de leurs partis politiques. Les personnes sondées dans des pays à revenu intermédiaire supérieur tels que le Mexique, Panama, l'Argentine et le Costa Rica et des pays à revenu intermédiaire inférieur tels que la Bolivie, l'Equateur et le Paraguay ont exprimé des doutes similaires.

Toutefois, dans dix des douze pays à faible revenu couverts par l'enquête, le public a jugé d'autres secteurs, comme la **police** et les **douanes**, plus corrompus que les partis. Par exemple, au Ghana et au Cameroun, la police a été jugée beaucoup plus corrompue que les partis politiques.

¹ Le terme "pays" recouvre des pays ou des territoires.

Tableau 1 : Pays où les partis politiques ont été classés comme l'institution la plus corrompue

Groupes de pays en fonction de leurs revenus ²	Identification des PARTIS POLITIQUES comme le secteur le plus touché par la corruption dans les pays/ territoires suivants :
Pays à revenu élevé	Allemagne, Autriche, Canada, Corée du Sud*, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Islande, Israël, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Portugal, Suisse, Royaume-Uni
Pays à revenu intermédiaire supérieur	Afrique du Sud*, Argentine, Chili, Costa Rica, Croatie, Lituanie, Mexique*, Panama*, Pologne, République Tchèque, Uruguay*, Venezuela*
Pays à revenu intermédiaire inférieur	Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Equateur*, Guatemala*, Indonésie, Paraguay, Pérou*, Philippines*, République Dominicaine*, Roumanie*, Serbie*, Thaïlande
Pays à faible revenu	Inde*, Nicaragua

Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

L'examen du classement des différents secteurs par région donne des résultats intéressants (Tableau 2). Les pays d'Asie, d'Europe occidentale et d'Amérique latine ont classé leurs **partis politiques** comme l'institution la plus corrompue. Les habitants de ces régions ont également classé le parlement et le pouvoir législatif comme les deuxièmes institutions les plus corrompues, témoignant de leur inquiétude face à la corruption endémique qui gangrène leurs systèmes politiques.

En Afrique et en Europe centrale et orientale, toutefois, les personnes interrogées ont d'autres sources de préoccupation. Six des huit pays africains participants ont désigné la **police** comme l'institution la plus corrompue de leur société. Onze des quatorze pays d'Europe centrale et orientale se sont également montrés très préoccupés par l'intégrité de la police. Ces résultats se retrouvent dans un plus petit groupe de pays d'Amérique latine et d'Asie.

Les préoccupations relatives au secteur de l'ordre public ne se limitent pas à la police mais s'étendent au **système juridique** et au **pouvoir judiciaire**. Les habitants de l'ensemble de l'Europe centrale et de l'Amérique latine ont classé cette institution parmi les trois plus corrompues du pays et les personnes interrogées au Cambodge, en Macédoine, au Pérou* et en Ukraine* ont spécifiquement désigné leurs systèmes juridique et judiciaire comme les institutions les plus corrompues du pays.

En ce qui concerne les institutions publiques plus traditionnelles, les sondés ont désigné les **autorités fiscales** comme l'institution la plus préoccupante. Si seules l'Ethiopie* et la Turquie ont estimé que leur administration fiscale était l'institution la plus corrompue, les habitants d'une série de pays d'Asie et d'Amérique latine ont exprimé une inquiétude significative quant aux pratiques de cette institution.

Cependant, la corruption s'étend aussi au monde des affaires, comme le montre le classement relativement mauvais du secteur privé. En effet, le **secteur privé** est considéré comme l'une des trois institutions les plus corrompues en Europe occidentale. Les Danois*, les Néerlandais* et les

² Source : Banque Mondiale –

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0,,contentMDK:20421402~menuPK:64133156~pagePK:64133150~piPK:64133175~theSitePK:239419,00.html#lincome>

* Dans les pays dont le nom est suivi d'un *, les secteurs mentionnés sont considérés à égalité avec d'autres comme les plus corrompus.

Norvégiens, ainsi que les Hongkongais, les Singapouriens et les Ethiopiens* ont désigné le secteur privé et des affaires comme les institutions les plus touchées par la corruption.

Les **médias** arrivent globalement en milieu de classement bien qu'ils soient considérés comme un sujet de préoccupation dans les pays d'Europe occidentale en général. Le Danemark* et les Pays-Bas* ont désigné les médias, à égalité avec le secteur privé, comme les institutions les plus exposées à la corruption – ce qui laisse peut-être supposer un lien systémique entre les deux.

Tableau 2 : Les secteurs les plus corrompus par région³

ASIE (12 pays)	Partis politiques 4.2	Parlement/ pouvoir législatif 3.9	Police 3.9	Administration fiscale 3.5
AFRIQUE (8 pays)	Police 4.4	Partis politiques 4.2	Douanes 4.0	Parlement / Pouvoir législatif 3.8
EUROPE OCC. (16 pays)	Partis politiques 3.7	Parlement/ pouvoir législatif 3.3	Secteur privé/ des affaires 3.3	Médias 3.3
EUROPE C/OR. (14 pays)	Partis politiques 4.0	Police 4.0	Parlement/ pouvoir législatif 3.9	Système juridique/ judiciaire 3.9
ALC (15 pays)	Partis politiques 4.5	Parlement/ pouvoir législatif 4.4	Police 4.3	Système juridique/ judiciaire 4.3

Les **douanes** sont un sujet de préoccupation particulier en Afrique et en Europe centrale et orientale. Si seuls les Togolais ont désigné les douanes comme le secteur le plus corrompu, d'autres pays africains ont systématiquement exprimé de sérieux doutes quant à l'intégrité de leurs institutions douanières. Au Cameroun, par exemple, pas moins de 67% des répondants ont estimé que ce secteur était extrêmement corrompu. En Europe centrale et orientale, la Bulgarie, le Kosovo*, la Moldavie*, la Roumanie*, la Serbie* et l'Ukraine* ont désigné les douanes comme le secteur le plus corrompu alors que d'autres pays comme la Lituanie et la Macédoine ont également exprimé de sérieuses inquiétudes à leur égard.

Les habitants d'Europe centrale et orientale doutent également de l'intégrité du **secteur médical**. Si seuls les sondés au Kosovo ont désigné ce secteur comme le plus corrompu, les habitants d'autres pays de la région comme la Bulgarie, la Moldavie, la Pologne, la Serbie et l'Ukraine ont également relativement mal classé ce secteur. Par ailleurs, les habitants d'une série d'autres pays, parmi lesquels le Cameroun, l'Inde, le Nicaragua, le Pakistan et la Turquie ont exprimé un avis similaire.

Aucun pays n'a désigné le secteur éducatif, les services d'utilité publique, l'armée et les services d'enregistrement et de délivrance d'autorisations comme les plus corrompus. Par rapport aux services médicaux, l'intégrité des **systèmes éducatifs** semble un peu meilleure. L'opinion publique cite ce secteur comme un sujet de préoccupation dans un nombre de pays assez restreint. Les Nicaraguayens et les Turcs forment des exceptions notables puisqu'ils ont donné à ce secteur une note supérieure à quatre, sachant que 1 signifie « pas du tout corrompu » et 5 « extrêmement corrompu ».

Les services d'utilité publique ainsi que les services d'enregistrement et d'autorisation obtiennent de bons résultats, malgré leur contact fréquent avec le public et les transactions en liquide que

³ Veuillez noter que le Canada, Israël, la Turquie et les Etats-Unis ne sont pas repris dans cette classification régionale, pré établie par Gallup International.

L'on peut escompter dans ce type de services. Cependant, à l'échelle régionale, les habitants d'Amérique latine sont tout de même plus préoccupés par la corruption touchant les **services d'utilité publique**, les Equatoriens, les Nicaraguayens et les Paraguayens exprimant une forte inquiétude. Par contre, les doutes relatifs aux **services d'enregistrement et d'autorisation** semblent légèrement plus répandus, un plus grand nombre de pays africains et asiatiques, ainsi que certains pays d'Amérique latine comme l'Equateur, le Nicaragua et le Pérou lui attribuant une note supérieure à quatre.

Si aucun pays n'a classé l'**armée** comme l'institution la plus corrompue, les scores donnés par un groupe de pays, notamment en Afrique et en Amérique latine, indiquent que cette institution n'est pas au-dessus de tout soupçon. Les personnes interrogées en Bolivie, au Cameroun, en Equateur, en Ethiopie, au Guatemala, au Nigeria, au Panama, au Paraguay, au Pérou, en Russie, à Taïwan et au Togo ont exprimé leur inquiétude quant à l'intégrité publique des forces armées.

Si les **ONG** et les **institutions religieuses** sont perçues comme les institutions les moins corrompues d'un point de vue global, certains pays ont exprimé de sérieuses inquiétudes par rapport à chacune d'entre elles. Les Turcs s'interrogent sur l'intégrité des ONG dans leur pays et les Japonais, les Grecs et les Israéliens expriment un niveau d'inquiétude important par rapport aux institutions religieuses locales.

Quels aspects de la vie la corruption affecte-t-elle le plus ?

Le Baromètre mondial de la corruption 2005 attire de nouveau l'attention sur l'un des principaux résultats du Baromètre 2004, à savoir que la corruption affecte plus la vie politique que l'environnement professionnel ou la vie personnelle et familiale des répondants (voir Tableau 10 Annexe 1 pour les résultats détaillés). Les trois quarts des répondants ont affirmé que la corruption affectait la vie politique moyennement à beaucoup contre 70% en 2004. Cependant, l'environnement professionnel n'arrive pas tellement loin derrière, 65% des répondants affirmant que la corruption l'affecte moyennement à beaucoup. Bien que la vie personnelle et familiale soit le secteur perçu comme le moins affecté par la corruption, une part non négligeable de la population (58% des répondants) juge que cet aspect de la vie est affecté par la corruption dans une mesure moyenne à importante.

Vie politique

Si l'on étudie les résultats du Tableau 3 ci-dessous, aucune tendance régionale nette ne se dessine quant aux zones où la corruption dans la vie politique est perçue comme un problème spécifique ; il semble plutôt s'agir d'un problème d'ampleur mondiale.

Parmi les pays à revenu élevé, on peut relever les mauvais résultats du Canada, de la France, de l'Italie et du Portugal, où plus de 55% des répondants estiment que la corruption affecte beaucoup la vie politique. Ces résultats sont, peut-être en partie, le reflet des récents scandales de corruption qu'ont connus ces pays.

Tableau 3 : Pays où la corruption affecte *beaucoup* la vie politique

Pays où la corruption affecte beaucoup la vie politique	Plus de 70%	Bosnie-Herzégovine, Bolivie, Grèce, Israël, Pérou, Philippines, Taïwan
	51% - 70%	Afrique du Sud, Argentine, Bulgarie, Canada, Cameroun, Chili, Colombie, Corée du Sud, Croatie, Equateur, France, Ghana, Indonésie, Inde, Italie, Lituanie, Macédoine, Mexique, Nigeria, Panama, Paraguay, Pologne, Portugal, République Dominicaine, République Tchèque, Russie, Serbie, Thaïlande, Turquie
	31% - 50%	Allemagne, Costa Rica, Etats-Unis, Ethiopie, Georgie, Guatemala, Hong Kong, Irlande, Japon, Kosovo, Kenya, Moldavie, Nicaragua, Pakistan, Roumanie, Royaume-Uni, Sénégal, Singapour, Togo, Ukraine, Uruguay
	11% - 30%	Autriche, Cambodge, Danemark, Espagne, Finlande, Islande, Luxembourg, Malaisie, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Venezuela

Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

Environnement professionnel

S'il n'est pas jugé aussi corrompu que la vie politique à l'échelle mondiale, le milieu professionnel obtient de très mauvais scores dans de nombreux pays. C'est particulièrement vrai en Afrique, où plus de 50% des personnes interrogées au Cameroun, au Kenya et au Togo pensent que la corruption affecte beaucoup la vie professionnelle et où les Ethiopiens, les Ghanéens, les Kenyans et les Togolais estiment que la corruption affecte cet aspect de la vie au moins autant ou plus que la vie politique ou la vie personnelle et familiale. Les habitants de plusieurs pays d'Europe et d'Asie ont également mis en avant les effets négatifs de la corruption sur l'environnement professionnel. Plus de 50% des habitants de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de Corée du Sud, de Croatie, de Grèce, d'Italie, du Portugal, des Philippines et de Taïwan ont jugé que la vie économique avait subi l'impact négatif de pratiques corrompues. Par contre, à l'exception du Pérou, les habitants d'Amérique latine sont moins nombreux à penser que la corruption a affecté l'environnement des affaires.

Vie personnelle et familiale

Les répondants de la plupart des pays sondés n'ont pas laissé entendre que la corruption affectait leur vie personnelle. Les Nicaraguayens et les Cambodgiens ont affirmé que la corruption affectait leur vie personnelle et familiale autant ou plus que les deux autres secteurs – laissant penser à une corruption systémique. Les habitants de Bolivie, de Bosnie-Herzégovine, du Mexique, du Panama, des Philippines et de la Turquie ont également laissé entendre que leur vie personnelle était très affectée par la corruption.

Tableau 4 : L'impact de la corruption sur la vie personnelle – par catégorie de revenu des ménages

Dans quelle mesure la corruption affecte-t-elle votre vie personnelle ?	Bas revenu	Revenu moyen	Revenu élevé
Pas du tout + un peu	54%	59%	62%
Moyennement + beaucoup	42%	38%	36%
NSP/ pas de réponse	3%	3%	2%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

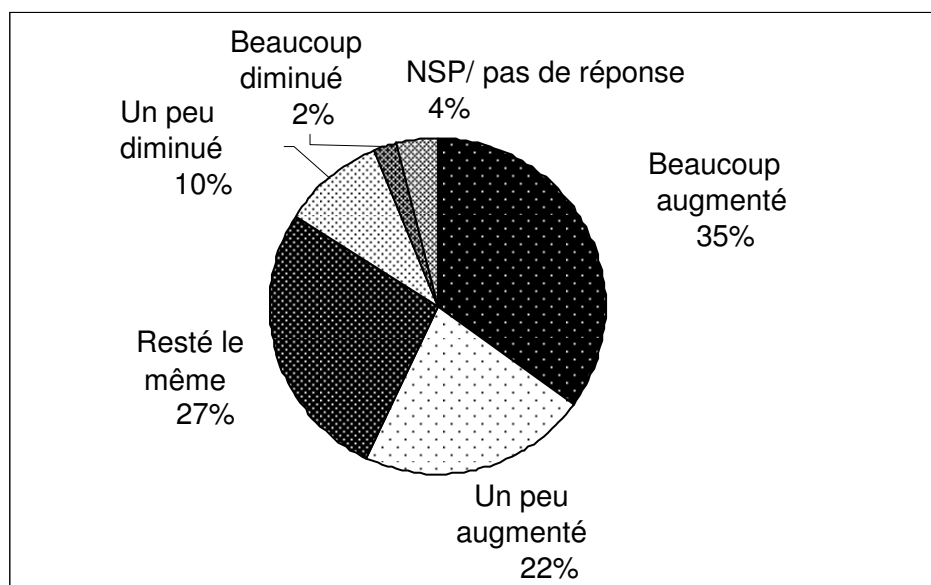
Tout comme les perceptions de l'impact de la corruption diffèrent d'un pays à l'autre, elles diffèrent également selon le niveau de revenu des ménages (Tableau 4). A l'échelle mondiale, il semble y avoir un lien entre leur niveau de revenu et la mesure dans laquelle les ménages estiment que la corruption affecte leur vie personnelle. Les répondants à bas revenu tendent à avoir une appréciation plus négative de l'effet de la corruption sur leur vie personnelle par rapport aux

répondants à revenu moyen ou élevé. C'est compréhensible, dans la mesure où les ménages les plus pauvres ont moins de ressources pour amortir l'impact de la corruption.

Comment la corruption évolue-t-elle dans le temps ?

Lorsqu'on lui demande si la corruption s'est atténuée ou aggravée dans le pays au cours des **dernières années**, la population rend globalement un jugement négatif (Diagramme 2 et Tableau 11, Annexe 1, pour les résultats détaillés). Alors que six pays seulement (Colombie, Géorgie, Hong Kong, l'Indonésie, le Kenya et Singapour) ont exprimé une opinion favorable sur son évolution récente, 57% des répondants ont estimé que la corruption s'était développée.

Diagramme 2 : Au cours des trois dernières années, comment le niveau de corruption a-t-il évolué dans ce pays ?



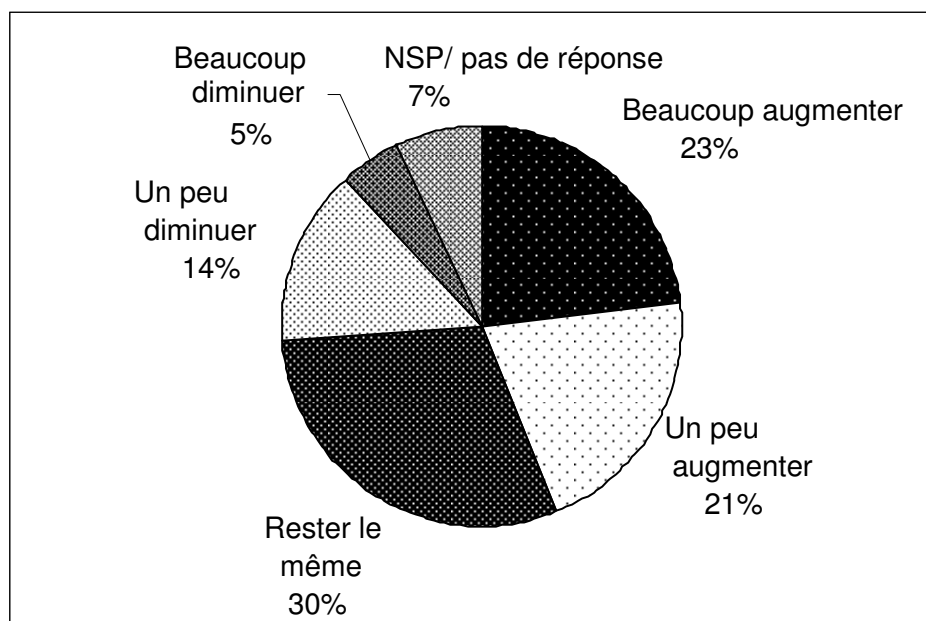
Si l'on étudie les résultats par région, il apparaît clairement que les répondants d'Amérique latine sont les plus négatifs. Dans 13 pays sur 15, les personnes interrogées estiment que la corruption s'est aggravée au cours des trois dernières années. Au Costa Rica, en Equateur, au Nicaragua et en République Dominicaine, la population a une perception particulièrement négative. Par contre, l'Argentine et la Colombie font figure d'exception, la majorité des répondants y ayant affirmé que le niveau de corruption était resté inchangé, pour le premier pays, et avait diminué, pour le deuxième.

La situation est similaire en Afrique, les habitants de six pays sur huit affirmant que la corruption s'est aggravée. Le Sénégal et le Kenya se distinguent comme exceptions positives, la majeure partie des répondants y estimant que le niveau de corruption est resté le même ou a diminué. En Asie, en Europe occidentale et au Moyen-Orient, le bilan dressé est moins uniformément négatif. Cependant, les Indiens, les Philippins et les Israéliens semblent particulièrement découragés par l'expansion récente de la corruption. Il est intéressant de noter que 65% des Américains et 58% des Canadiens ont jugé que la corruption avait augmenté. A contrario, les Turcs et les Indonésiens ont exprimé une impression positive quant à l'évolution récente de la corruption, un nombre important de répondants affirmant qu'elle a légèrement diminué au cours des dernières années.

Si l'on se penche maintenant sur les perceptions de l'**avenir**, le tableau est légèrement moins sombre (Diagramme 3 et Tableau 12, Annexe 1, pour les résultats détaillés). Néanmoins, seuls 12

pays sur 69 font preuve d'un certain optimisme, alors que 44% des répondants ont estimé que la corruption allait augmenter.

Diagramme 3 : Pensez-vous que le niveau de corruption va changer dans les 3 prochaines années ? Va-t-il :



Comme pour les perceptions relatives au passé récent, les réponses à cette question peuvent être un indicateur important du succès des mesures de lutte contre la corruption – bien qu'elles puissent aussi être influencées par des facteurs culturels. Si l'homme de la rue est optimiste, il y a malgré tout des raisons de croire que de réels efforts sont entrepris pour endiguer la corruption et promouvoir la transparence ou qu'un changement politique est porteur d'espoir. Si l'homme de la rue est pessimiste, c'est peut-être en réaction à un ensemble de circonstances moins favorables, comme une absence de volonté politique ou un manque de coordination ou d'efficacité des initiatives contre la corruption. Des résultats pessimistes peuvent également refléter un manque d'information du public sur les réformes entreprises contre la corruption. Il faut également en être conscient car la sensibilisation du public est primordiale pour préserver la confiance accordée aux gouvernements et aux autres acteurs qui tentent de venir à bout des pots-de-vin et de la corruption.

L'Afrique, en particulier, se distingue par son optimisme relatif. Sur les huit pays couverts par le Baromètre, cinq se sont montrés plutôt optimistes quant à l'avenir, notamment au Nigeria et en Ethiopie, où près de la moitié des répondants ont estimé que la corruption allait diminuer au cours des trois prochaines années.

Les personnes interrogées en Europe centrale et orientale se sont montrées plus prudentes, quoiqu'elles laissent entrevoir un certain optimisme. Les citoyens au Kosovo, en Ukraine et en Roumanie apparaissent comme les plus confiants, puisqu'au moins un tiers d'entre eux pensent que la situation va s'améliorer. Par contre, les habitants de Pologne, de Lituanie, de Bosnie-Herzégovine et de Russie se révèlent les plus pessimistes, près de la moitié des répondants ayant une vision négative du futur. En Bosnie-Herzégovine, la population, qui s'était montrée plutôt optimiste l'année dernière avec 40% de répondants escomptant une diminution de la corruption, se montre désormais beaucoup plus pessimiste avec 40% de répondants s'attendant à une augmentation de la corruption. En Russie, où en 2004, 38% des sondés avaient estimé que la corruption augmenterait un peu ou beaucoup au cours des trois prochaines années, les répondants ont également fait preuve d'un pessimisme beaucoup plus marqué cette année, pas moins de la moitié d'entre eux ayant une vision négative du futur.

Si les populations d'Amérique latine ont tendance à être pessimistes, elles sont moins négatives par rapport à l'avenir que par rapport au passé récent. Dans huit pays (Costa Rica, Equateur, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou et Venezuela), l'opinion publique affiche une vision pessimiste de l'évolution future, la moitié des répondants estimant que le niveau de corruption va augmenter. Les Nicaraguayens sont les plus pessimistes de la région, plus de 6 répondants sur 10 jugeant que la situation va s'aggraver. D'autre part, les Chiliens, les Colombiens et les Uruguayens ont exprimé un jugement positif.

Un plus grand nombre d'habitants d'Europe occidentale ont dit s'attendre à ce que les niveaux de corruption restent inchangés. Cependant, les Allemands, les Néerlandais et les Norvégiens se sont montrés particulièrement pessimistes. Si l'on s'intéresse aux répondants des autres pays à revenu élevé, les Américains et les Israéliens s'avèrent aussi plutôt négatifs quant aux perspectives d'avenir.

Tableau 5 : Comment la corruption va-t-elle évoluer sur les trois prochaines années ?

Les plus pessimistes : la corruption va augmenter			
	2003	2004	2005
Inde	74%	80%	78%
Philippines	N/A*	70%	76%
Nicaragua	N/A*	N/A*	70%
Venezuela	N/A*	44%	62%
Moyenne de l'échantillon	41%	45%	44%

Les plus optimistes : la corruption va diminuer			
	2003	2004	2005
Indonésie	55%	66%	81%
Uruguay	N/A*	28%	57%
Nigeria	39%	27%	51%
Kosovo	N/A*	52%	50%
Moyenne de l'échantillon	19%	17%	19%

Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International
**Pays non couvert par le Baromètre mondial de la corruption 2003/ 2004.*

En Asie, les Philippines et les Indiens se montrent très préoccupés par l'évolution future des niveaux de corruption dans leur pays. Environ 60% des répondants ont en effet estimé que la situation allait fortement s'aggraver. Par contre, les Indonésiens se montrent encore plus optimistes que l'année dernière.

On observe une nette corrélation entre la perception, par les répondants, d'une récente diminution de l'ampleur de la corruption et leurs perspectives d'avenir. Ainsi, des pays comme l'Indonésie, le Kenya, la Colombie et la Turquie, qui se montrent globalement optimistes quant à l'avenir, ont enregistré de récents progrès en matière de corruption. A l'inverse, les Indiens, les Philippines, les Nicaraguayens et les Norvégiens affirment que la corruption s'est amplifiée récemment et s'attendent à ce que la situation continue d'empirer.

Cependant, dans certains pays, les perspectives d'avenir semblent s'écarter des tendances perçues récemment. En Ethiopie, au Nigeria, au Ghana, au Kosovo, en Macédoine et en Uruguay, par exemple, l'opinion est bien plus optimiste qu'on ne pourrait le penser.

Dans quelle mesure la pratique des pots-de-vin est-elle répandue ?

Dans le cadre de l'enquête, les répondants se sont vus demander si eux-mêmes, ou toute autre personne vivant dans leur foyer, avait payé un pot-de-vin au cours des douze derniers mois. Les pays ont ensuite été répartis en cinq groupes en fonction des réponses obtenues. Ces résultats permettent de mieux comprendre dans quelle mesure la fréquence des pots-de-vin diffère entre les pays, notamment dans les pays affichant un niveau de revenu similaire (voir Tableau 6 et Tableau 13, Annexe 1, pour les résultats nationaux détaillés). Si l'insuffisance des données limite le nombre de pays sur lesquels nous pouvons faire reposer nos observations, ces résultats offrent un éclairage intéressant et montrent que la corruption peut prendre maintes formes dans différents contextes.

Tableau 6 : La pratique des pots-de-vin dans les différents pays

Question – Au cours des 12 derniers mois, avez-vous, vous-même ou une personne vivant dans votre foyer, payé un pot-de-vin sous quelque forme que ce soit ? Réponse – Oui	31% - 45%	Cameroun, Paraguay, Cambodge, Mexique
	11% - 30%	Ethiopie, Ghana, Guatemala, Lituanie, Moldavie, Nigeria, Roumanie, Togo, Bolivie, Equateur, Grèce, Indonésie, Inde, Kenya, Pakistan, Pérou, République Dominicaine, République Tchèque, Russie, Sénégal, Serbie, Ukraine
	5% - 10%	Afrique du Sud, Argentine, Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Croatie, Kosovo, Luxembourg, Macédoine, Malaisie, Nicaragua, Panama, Philippines, Pologne, Thaïlande, Turquie, Venezuela
	Moins de 5%	Allemagne, Autriche, Canada, Corée du Sud, Costa Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Hong Kong, Islande, Irlande, Israël, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Singapour, Suisse, Taïwan, Uruguay

Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

Comme on peut le voir, l'ampleur du phénomène des pots-de-vin varie considérablement. D'un côté, un pourcentage extrêmement faible de ménages, essentiellement dans les pays à revenu élevé, ont admis avoir versé un pot-de-vin au cours de l'année écoulée, tandis qu'à l'autre extrême, une proportion relativement élevée de ménages d'un groupe de pays d'Europe orientale, d'Afrique et d'Amérique latine ont admis avoir payé un pot-de-vin pendant cette même période. Avant d'établir toute comparaison, il est important de relever que les différences observées entre pays peuvent être liées aux différences entre les niveaux réels de petite corruption mais aussi aux définitions d'un pot-de-vin pouvant varier d'un pays à l'autre.

Il est toutefois intéressant de souligner les différences observables au sein d'une même région. D'une part, très peu de ménages costaricains et uruguayens auraient payé des pots-de-vin alors que ce serait le cas de plus d'un cinquième des familles guatémaltèques et des deux cinquièmes des familles paraguayennes. De même, moins de 10% des ménages sud-africains et plus de 40% des familles camerounaises auraient payé des pots-de-vin. On observe une différence similaire entre la Thaïlande et le Cambodge.

Si les pays affichant les niveaux de paiement de pots-de-vin les plus bas sont des pays à revenu élevé ou intermédiaire supérieur, on observe aussi des variations considérables d'un groupe de revenu à l'autre. Alors que le Cambodge, le Cameroun et l'Ethiopie sont des pays à faible revenu où la pratique des pots-de-vin est très répandue, le Mexique et la Lituanie sont des pays à revenu intermédiaire supérieur et affichent des niveaux de versement de pots-de-vin similaires. Cette pratique semble également relativement répandue en Grèce et au Luxembourg vu leur niveau de revenu.

Quelles sont les sommes en jeu ?

Cette section du rapport se propose de tenter d'évaluer le coût de la pratique des pots-de-vin dans un nombre limité de pays⁴. Tout comme la fréquence de cette pratique varie entre les pays, les sommes impliquées varient également. Dans certains pays, les pots-de-vin sont peut-être versés plus fréquemment, mais portent sur des sommes moins importantes. Par contre, dans certains contextes, les pots-de-vin peuvent être réclamés moins souvent, mais être plus conséquents. Les répondants ont donc été interrogés sur le montant dépensé en pots-de-vin par leur famille au cours de l'année précédente (Tableau 7).

Comme on peut le constater, le montant moyen des pots-de-vin versés varie considérablement entre les pays, de 36\$ (Dollars américains) au Paraguay à 205\$ au Cameroun. De telles différences peuvent être observées même entre pays d'une même région. Par exemple, alors que les Pakistanais ont affirmé avoir payé 45\$ en pots-de-vin au cours de l'année précédente, les Indiens ont payé plus du double de cette somme. De même, alors que les Kenyans et les Togolais ont payé environ 50\$ au cours de l'année écoulée, c'est un montant bien inférieur à la somme payée par les Nigériens (114\$).

Tableau 7 : Montant consacré aux pots-de-vin

Moyenne des Pots-de-vin versés par les membres du foyer au cours des 12 derniers mois	Montant nominal en USD courants	Montant en USD Parité de Pouvoir d'Achat (2003)
Bolivie	66	190
Cameroun	205	560
Ghana	181	1095
Guatemala	147	303
Inde	102	523
Kenya	50	114
Lituanie	195	432
Mexique	111	166
Moldavie	86	280
Nigeria	114	280
Pakistan	45	169
Paraguay	36	158
Pérou	69	164
République Dominicaine	76	274
Roumanie	56	154
Russie	129	393
Serbie	171	Pas de données
Togo	46	216
Ukraine	160	860

Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International et Indicateurs de développement de la Banque Mondiale en ligne, <http://publications.worldbank.org/WDI/>.

Ceci dit, il convient de rappeler que le revenu par habitant et le pouvoir d'achat varient considérablement d'un pays à l'autre et que, par conséquent, la portée économique des pots-de-vin diffère en fonction du contexte. Le Tableau 9 met en rapport le montant total des pots-de-vin payés et le produit intérieur brut (PIB) par habitant pour donner une idée de ce que ce montant implique pour les familles dans chaque pays.

⁴ Seuls 19 pays sont couverts par cette section. Les données proviennent du sous-échantillon de répondants qui ont admis avoir payé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois. Dans certains pays, ce sous-échantillon était trop petit pour permettre d'en tirer des affirmations catégoriques. Par conséquent, les données examinées ici viennent des pays où plus de 10% de la population a affirmé avoir payé des pots-de-vin et où le sous-échantillon est constitué d'au moins 100 personnes. A noter qu'en raison de problèmes de données, l'Ethiopie n'a pas été incluse dans cette section.

Les Africains semblent consacrer une part importante de leurs revenus aux pots-de-vin. Vu le niveau généralement faible des revenus dans ces pays et leur taux de pauvreté élevé, il est évident que les pots-de-vin pèsent lourdement sur leurs habitants. De même, les Indiens, les Kenyans, les Togolais, les Moldaves et les Ukrainiens doivent y consacrer entre un dixième et un cinquième du revenu par habitant du pays. Les habitants des pays restants y consacrent moins de 10% du PIB par habitant. Toutefois, dans ces pays, la pratique des pots-de-vin implique aussi un lourd tribut, à savoir le renforcement des inégalités étant donné le poids supplémentaire que représentent ces dépenses pour les plus pauvres.

Tableau 8 : Montant des pots-de-vin par rapport au PIB/habitant

Montant moyen consacré aux pots-de-vin par ménage en termes de pourcentage du PIB par habitant ⁵	+ 20%	Cameroun, Ghana, Nigeria
	10-20%	Inde, Kenya, Moldavie, Togo, Ukraine
	<10%	Bolivie, Guatemala, Lituanie, Mexique, Pakistan, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Roumanie, Russie, Serbie

Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

Quelles formes les pots-de-vin prennent-ils ?

Tout comme la fréquence de la pratique des pots-de-vin varie, ses manifestations varient également. Le Baromètre s'est donc intéressé à leurs différentes formes en posant les questions suivantes aux répondants qui avaient versé des pots-de-vin : les pots-de-vin ont-ils été versés suite à une demande directe, ont-ils été proposés pour éviter des problèmes avec les autorités ou pour avoir accès à un service auquel ils avaient normalement droit ?

Le Diagramme 4 montre à quelle fréquence les pots-de-vin ont été directement réclamés. De nouveau, l'analyse qui suit ne se rapporte qu'à un nombre limité de pays du fait d'une insuffisance des données⁶.

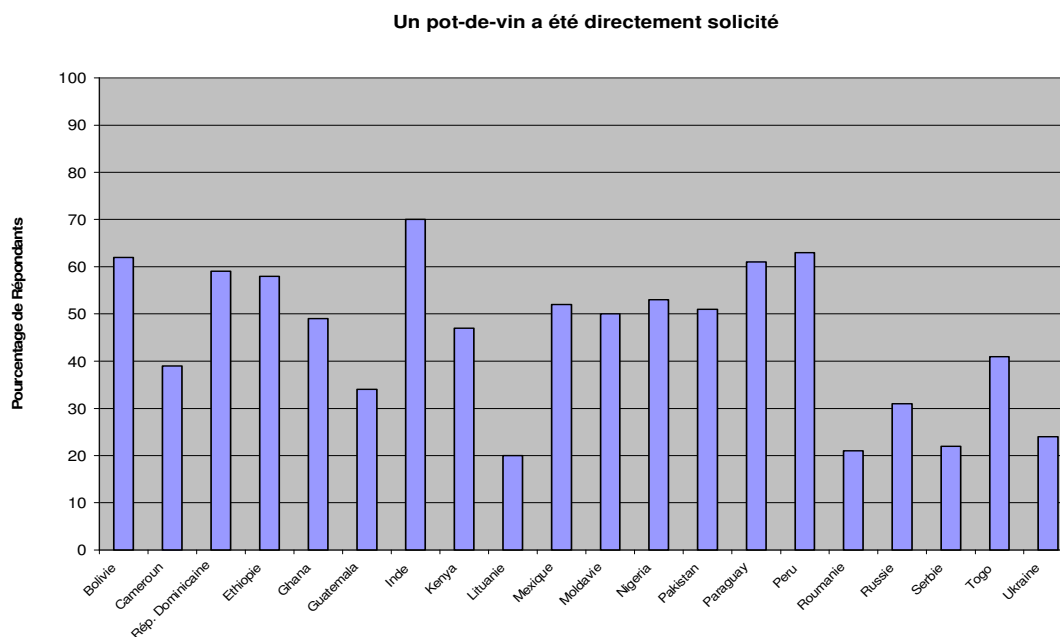
La majeure partie des Boliviens, des Dominicains, des Mexicains, des Péruviens et des Paraguayens ont affirmé que les pots-de-vin leur avaient été directement réclamés. En Moldavie, en Inde, au Pakistan, au Cameroun, au Kenya, au Nigeria, au Ghana et en Ethiopie, environ la moitié des répondants ont affirmé la même chose.

Cependant, la majorité des personnes interrogées dans les pays d'Europe centrale et orientale comme la Lituanie, la Roumanie, la Russie, la Serbie et l'Ukraine ont déclaré que les pots-de-vin versés n'avaient pas été directement sollicités. C'est également le cas au Guatemala. Les résultats de ces pays indiquent que, souvent, le paiement d'un pot-de-vin est une exigence implicite et qu'un phénomène d'« offre » – et pas seulement de « demande » – entre en jeu.

⁵ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Rapport sur le développement humain 2005 : <http://hdr.undp.org/>

⁶ Seuls 20 pays sont couverts par cette section. En effet, les données proviennent du sous-échantillon de répondants qui ont admis avoir payé un pot-de-vin au cours des 12 derniers mois. Dans certains pays, ce sous-échantillon était trop petit pour permettre d'en tirer des affirmations catégoriques. Par conséquent, les données examinées ici viennent des pays où plus de 10% de la population a affirmé avoir payé des pots-de-vin et où le sous-échantillon est constitué d'au moins 100 personnes.

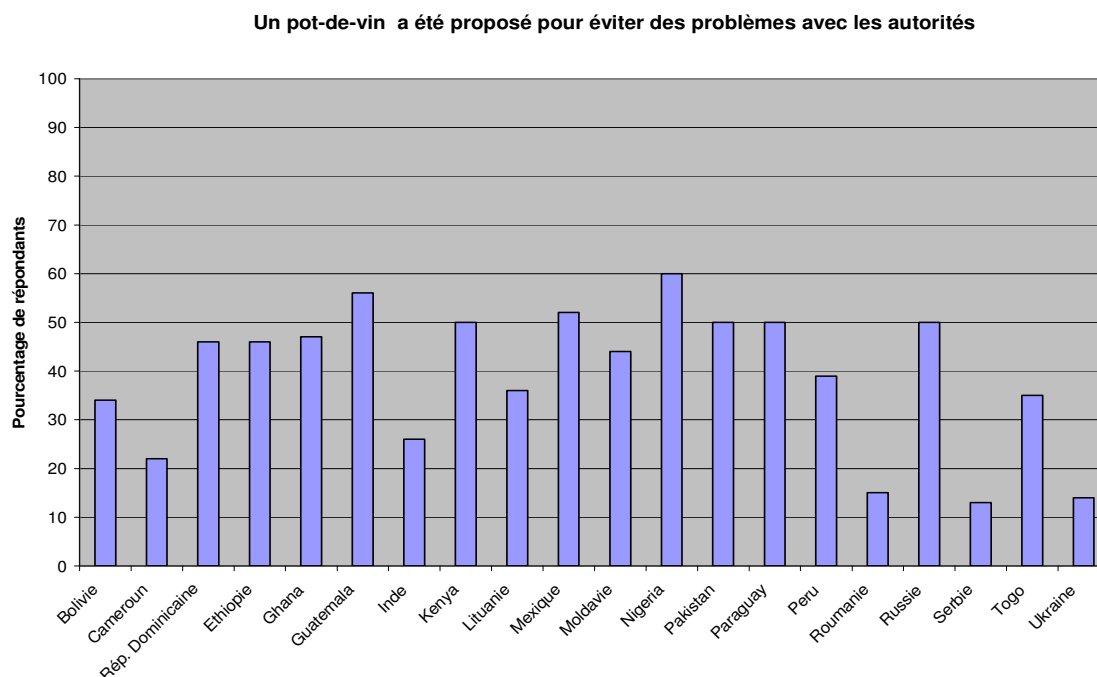
Diagramme 4 : La demande de pots-de-vin



Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

Comme le montre le Diagramme 5 ci-dessous, il est relativement fréquent de proposer un pot-de-vin pour éviter des problèmes avec les autorités. C'est ce qui s'est passé pour la moitié au moins des répondants en Russie et dans certains pays d'Amérique latine tels que le Guatemala, le Mexique, le Paraguay et la République Dominicaine. Les Pakistanais, les Kenyans et les Nigériens ont également majoritairement eu recours à cette pratique. Si le fait de proposer des pots-de-vin peut impliquer l'existence d'un problème d'offre dans le phénomène de corruption, il est également possible que ces pots-de-vin aient été implicitement sollicités ou que les procédures bureaucratiques aient été délibérément ralenties pour obtenir un dessous-de-table.

Diagramme 5 : L'offre de pots-de-vin



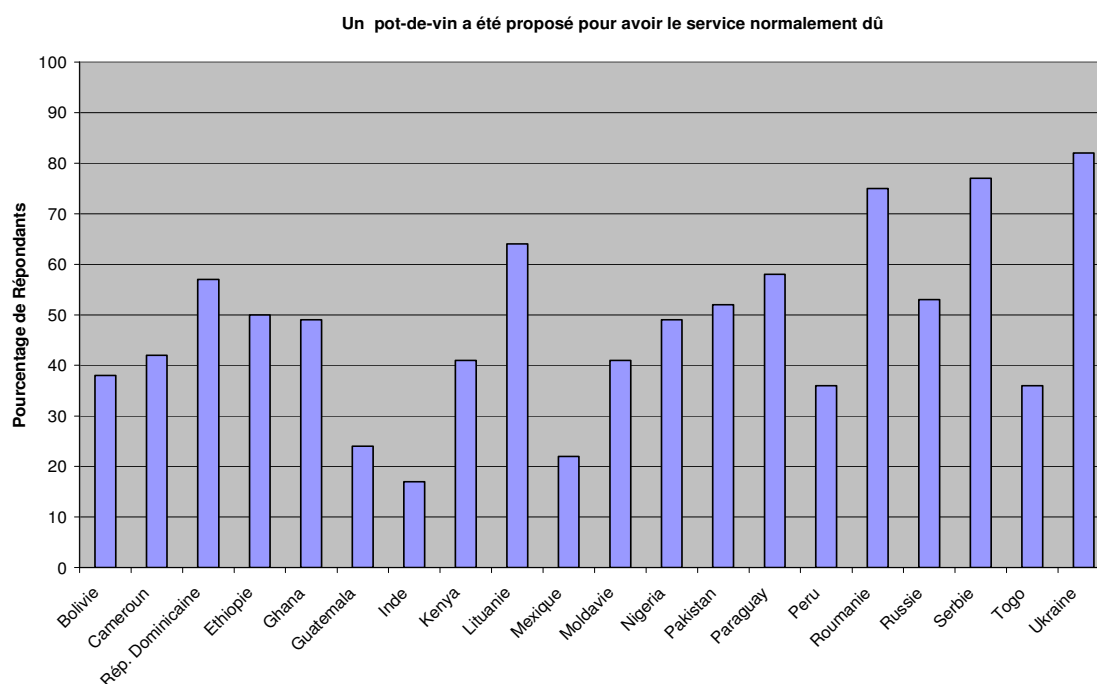
Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

Les paiements de ‘facilitation’ pour éviter tout problème avec les autorités ne sont pas une pratique courante dans tous les pays. En effet, dans un certain nombre d’anciens pays communistes tels que la Lituanie, la Roumanie, la Serbie et l’Ukraine, une majorité de répondants ont déclaré ne pas avoir payé de pot-de-vin dans ce but. C’est également le cas de la plupart des Boliviens, des Péruviens, des Indiens, des Camerounais et des Sénégalais. Cependant, les sondés rechignent souvent à parler du problème de la corruption (et à admettre leur rôle dans la transaction) et il est donc possible que la fréquence de la pratique des pots-de-vin soit sous-estimée.

En ce qui concerne les pots-de-vin proposés pour accéder aux services publics, une grande majorité de répondants d’anciens pays communistes comme la Lituanie, la Roumanie, la Russie et la Serbie ont confirmé en avoir fait l’expérience (Diagramme 6). En Ukraine, cette réponse a été donnée par plus de 80% des personnes interrogées. Plus de la moitié des Dominicains, des Paraguayens et des Pakistanais ont fait part d’une expérience similaire.

Par contre, les quatre cinquièmes environ des Indiens et des Sénégalais ont affirmé ne pas avoir payé de pots-de-vin pour accéder à des services auxquels ils avaient droit. Plus de 50% des Boliviens, des Equatoriens, des Guatémaltèques, des Mexicains et des Péruviens ont donné la même réponse. Si ces résultats peuvent laisser penser que l’accès aux services dans ces pays est plus facile et plus transparent, ils peuvent aussi impliquer que les réseaux de service y sont moins étendus.

Diagramme 6 : Les pots-de-vin payés pour accéder à des services publics



Source : Baromètre mondial de la corruption 2005 de Transparency International

Conclusion

Le Baromètre mondial de la corruption de TI offre un aperçu des perceptions et des expériences de citoyens du monde entier vis-à-vis de la corruption dans leurs pays. Les résultats de cette année reflètent une nouvelle fois la défiance du grand public à l'égard de leurs systèmes politiques et judiciaires nationaux, les partis politiques, le pouvoir législatif, la police et le pouvoir judiciaire étant les secteurs jugés les plus touchés par la corruption.

Les partis politiques ont reçu la plus mauvaise appréciation globale et sont considérés comme l'institution la plus corrompue dans 45 des 69 pays sondés. Ce résultat correspond à une dégradation de l'opinion générale portée sur les partis politiques puisque, l'année dernière, 36 pays sur 62 avaient désigné les partis comme l'institution la plus corrompue du pays. Les parlements enregistrent un score négatif similaire, ce qui indique à quel point l'inquiétude relative aux effets de la corruption sur les systèmes politiques est répandue.

Les résultats observés à l'échelle régionale sont légèrement différents. Si les Asiatiques et les habitants d'Europe occidentale et d'Amérique latine épinglent leurs partis politiques et leurs parlements comme les institutions les plus corrompues, les Africains sont plus préoccupés par l'intégrité des forces de police tandis que les habitants d'Europe centrale et orientale considèrent que leurs forces de l'ordre et leurs partis sont aussi corrompus les uns que les autres.

Le pouvoir judiciaire, quant à lui, récolte surtout une opinion négative en Europe centrale et orientale et en Amérique latine, où ce secteur a été classé parmi les trois les plus corrompus. Les douanes sont particulièrement mal perçues en Afrique, en Amérique latine et dans la majeure partie de l'Europe centrale et orientale. En ce qui concerne le secteur privé et les médias, les points de vue les plus critiques viennent d'Europe occidentale et des pays scandinaves en particulier. Si les secteurs de la santé et de l'éducation n'ont pas été particulièrement mal notés, ils n'en sont pas moins une source de préoccupation importante dans un grand nombre de pays, ce qui laisse penser que des « charges non officielles » peuvent peser sur les utilisateurs et empêcher un grand nombre de personnes d'accéder à des services sociaux de base.

Concernant l'impact de la corruption sur les différents aspects de la vie, les répondants ont clairement indiqué que la vie politique était fortement affectée par la corruption dans leur pays. Cependant, une part importante de la population estime également que l'environnement économique est tout aussi affecté. C'est particulièrement vrai en Afrique et en Europe occidentale. Par contre, en Amérique latine, ce point de vue est moins répandu. Si dans l'ensemble moins de personnes estiment que leur vie personnelle et familiale est directement affectée par la corruption, les habitants de quelques pays ont toutefois clairement fait part de l'impact négatif de la corruption sur leur vie. Par ailleurs, les répondants ayant un faible niveau de revenu ont tendance à avoir une vision plus négative de l'impact de la corruption sur leur vie personnelle par rapport aux répondants au revenu moyen ou élevé.

En ce qui concerne l'évolution de la corruption au cours des trois dernières années, les perceptions sont globalement négatives. Pas moins de 57% des personnes interrogées ont estimé que la corruption avait augmenté – que ce soit un peu ou beaucoup. Les opinions les plus négatives ont été relevées en Amérique latine et en Afrique. Dans les autres régions, les réponses sont plus partagées.

Par rapport à l'avenir, les répondants se montrent légèrement moins pessimistes – le citoyen lambda pense que la situation va rester inchangée plutôt que se dégrader. Bien qu'ils aient estimé que la corruption avait augmenté au cours des dernières années, les Latino-américains et surtout

les Africains se sont généralement montrés plus confiants pour l'avenir. Dans un petit nombre de pays tels que l'Uruguay, la Colombie, le Nigeria et l'Ethiopie, les répondants se sont montrés plus optimistes pour l'avenir que pour les dernières années.

En ce qui concerne les pots-de-vin, si les habitants des pays à revenu élevé signalent une fréquence relativement faible de cette pratique et ceux des pays plus pauvres une fréquence relativement plus élevée, on observe malgré tout d'importantes différences entre les régions et les groupes de revenus. Des pays voisins peuvent admettre des taux de versement de pots-de-vin très différents comme c'est le cas du Cambodge et de la Thaïlande ou du Guatemala et du Nicaragua. Des pays aux niveaux de revenu similaires peuvent également présenter des taux de versement de pots-de-vin très différents : les Philippines et le Paraguay sont tous deux des pays au revenu intermédiaire supérieur et pourtant seuls 9% des Philippins interrogés ont reconnu avoir payé des pots-de-vin contre 43% de Paraguayens.

Le coût des pots-de-vin peut être très important pour les ménages. Lorsqu'il est rapporté au PIB par habitant, il apparaît clairement que, dans certains pays, les familles doivent dépenser une part disproportionnée de leurs revenus en pots-de-vin. Dans 11 des 19 pays pour lesquels nous disposons de données sur la question, les ménages ont dépensé moins de 10% du PIB par habitant. Toutefois, dans les autres pays, les ménages dépensent une somme supérieure. Dans des pays comme le Cameroun, le Nigeria et le Ghana, les ménages doivent dépenser l'équivalent de plus d'un cinquième du PIB par habitant sous forme d'« impôt de la corruption ».

Si l'on s'intéresse aux formes que prennent les pots-de-vin, on peut établir certaines tendances régionales. En Amérique latine et en Asie du Sud, les pots-de-vin sont plus couramment sollicités directement. En Europe orientale, par contre, les pots-de-vin sont plus souvent payés pour accéder aux services publics, ce qui est moins fréquent dans les autres régions du monde.

Dans l'ensemble, la corruption reste une préoccupation majeure pour les citoyens du monde entier, qui épinglent avant tout leurs systèmes politiques et judiciaires. Cependant, si la corruption politique est considérée comme un problème important dans de nombreux pays, il apparaît aussi clairement que les pots-de-vin et la petite corruption pèsent lourdement sur la population dans un grand nombre de pays pauvres.

Annexes

Annexe I

Baromètre mondial de la corruption 2005 Résultats nationaux détaillés

Tableau 9 : Institutions et secteurs nationaux, corrompus ou propres ?

*Dans quelle mesure pensez-vous que les secteurs suivants sont affectés par la corruption dans ce pays/ territoire ?
(1 : pas du tout corrompu, ... 5 : extrêmement corrompu)*

	Partis politiques	Parlement/ pouvoir législatif	Police	Système juridique/ judiciaire	Administration fiscale	Secteur privé/ des affaires	Douanes	Services médicaux	Médias	Système éducatif	Services d'utilité publique	Enregistrements et autorisations	Armée	ONG	Institutions religieuses
Cambodge	2.9	2.4	3.2	3.9	3.1	2.6	3.8	2.8	2.2	2.2	2.1	2.3	2.5	1.5	1.8
Corée du Sud	4.4	4.4	3.7	3.7	3.5	3.5	3.6	3.3	3.5	3.6	2.4	2.4	3.4	2.9	3.0
Hong Kong	3.1	2.5	2.9	2.4	2.1	3.2	2.6	2.2	3.0	2.3	2.1	1.9	2.3	2.4	2.0
Inde	4.7	4.4	4.7	4.3	3.8	3.4	4.1	3.8	2.7	3.8	3.7	4.0	2.1	3.0	2.9
Indonésie	4.2	4.0	4.0	3.8	3.8	3.5	4.0	2.7	2.4	3.0	3.0	3.5	2.9	2.4	2.1
Japon	4.2	3.7	3.8	3.0	3.5	3.3	2.9	3.6	3.4	3.1	3.2	2.7	3.0	3.0	3.8
Malaisie	3.7	3.1	4.0	2.9	2.8	3.1	3.4	2.3	2.4	2.3	2.4	3.2	2.4	2.5	1.9
Pakistan	3.9	3.7	4.3	4.0	3.9	3.4	4.0	3.7	3.3	3.4	3.8	3.7	3.1	3.1	2.5
Philippines	4.2	4.2	4.0	3.4	3.7	3.2	3.7	2.9	2.5	3.0	3.1	3.3	2.7	2.5	2.0
Singapour	2.2	1.8	2.0	2.1	1.8	2.7	2.0	1.7	2.2	1.8	1.7	1.8	1.9	2.6	2.2
Taiwan	4.1	4.3	3.4	3.4	3.1	3.2	3.6	3.1	2.7	2.8	3.2	1.8	3.5	2.0	2.2
Thaïlande	3.9	2.8	3.8	2.8	2.8	2.9	3.2	2.4	2.5	2.8	2.6	2.2	2.6	2.6	2.2
ASIE – moyenne	4.2	3.9	3.9	3.4	3.5	3.3	3.4	3.3	3.0	3.1	3.1	2.9	2.9	2.8	2.9
Afrique du Sud	4.0	3.7	4.0	3.3	2.7	3.0	2.9	3.0	2.6	2.8	2.9	3.8	2.7	2.7	2.3
Cameroun	3.9	3.3	4.7	4.3	4.0	3.7	4.4	3.7	2.9	3.6	2.7	3.6	3.6	2.5	2.0
Ethiopie	3.6	3.2	3.7	3.7	3.8	3.8	3.6	3.4	3.5	3.4	3.2	2.7	3.6	2.5	2.4
Ghana	4.1	3.1	4.7	3.8	3.7	3.2	4.2	2.9	3.1	3.5	3.7	3.1	2.3	2.5	2.2
Kenya	3.7	3.8	4.1	3.6	3.4	2.9	3.7	3.2	2.3	2.5	3.2	3.7	2.5	2.3	2.0
Nigeria	4.5	4.1	4.7	3.8	3.6	3.2	4.2	3.0	2.8	3.8	3.6	3.1	3.8	2.5	2.3
Sénégal	3.6	3.1	3.7	3.2	2.8	2.8	3.6	2.7	2.4	2.5	2.0	3.1	1.9	2.1	1.8
Togo	3.6	3.5	3.9	3.9	3.4	3.3	4.2	3.0	3.0	2.9	3.1	3.6	3.5	2.2	2.1
AFRIQUE – moyenne	4.2	3.8	4.4	3.7	3.5	3.1	4.0	3.0	2.7	3.4	3.4	3.3	3.2	2.5	2.2
Allemagne	3.7	3.2	2.4	2.7	2.9	3.2	2.6	2.8	3.3	2.3	2.7	2.1	2.5	2.6	2.4
Autriche	3.6	3.1	2.8	2.8	2.8	3.0	2.7	2.5	3.0	2.4	2.3	2.8	2.7	2.3	2.5
Danemark	2.7	2.5	2.0	2.0	1.8	2.8	1.8	2.1	2.8	1.9	1.9	1.6	2.0	2.2	1.8
Espagne	3.4	3.2	3.1	3.2	3.3	3.3	2.8	2.9	3.1	2.7	2.9	2.8	2.9	2.7	3.0
Finlande	3.1	2.7	1.7	2.0	1.9	2.8	1.8	2.0	2.9	1.8	2.0	1.7	1.7	2.2	2.4
France	4.1	3.4	3.1	3.1	2.5	3.5	2.7	2.3	3.4	2.0	2.3	2.2	2.4	2.5	2.4
Grèce	4.1	3.5	3.3	3.7	3.8	3.4	3.5	3.6	3.7	2.7	3.3	2.5	2.5	2.6	3.7
Irlande	3.7	3.1	2.7	3.2	2.8	3.1	2.2	2.4	2.8	2.0	2.2	1.8	2.0	2.2	2.7
Islande	3.3	2.6	2.0	2.3	1.8	3.1	2.0	1.9	3.1	1.5	2.8	1.7	.	2.0	1.7
Italie	4.2	3.6	2.5	3.2	3.5	3.5	2.9	3.5	3.3	2.6	2.6	3.5	2.4	2.4	2.2
Luxembourg	3.4	2.8	2.7	2.6	2.4	3.3	2.3	2.1	3.0	2.2	2.1	2.4	2.1	2.3	2.7
Norvège	3.2	2.7	2.4	2.2	2.0	3.5	2.2	2.6	3.2	2.0	2.5	1.9	2.7	2.8	3.2
Pays-Bas	3.0	2.8	2.9	2.7	2.4	3.1	2.7	2.3	3.1	2.2	2.9	2.4	2.5	2.6	2.4
Portugal	3.9	3.3	3.0	3.3	3.7	3.4	3.3	2.9	2.9	2.7	2.6	2.6	2.4	2.6	2.6
Royaume-Uni	3.5	3.2	2.8	2.9	2.5	3.0	2.4	2.2	3.2	2.1	2.3	2.0	2.5	2.5	2.4
Suisse	3.2	2.7	2.2	2.3	2.5	2.9	2.1	2.3	2.9	1.9	2.3	2.0	2.3	2.3	2.3
EUROPE OCC. – moyenne	3.7	3.3	2.7	2.9	2.9	3.3	2.7	2.7	3.3	2.3	2.6	2.5	2.5	2.5	2.5

Dans quelle mesure pensez-vous que les secteurs suivants sont affectés par la corruption dans ce pays/ territoire ?
(1 : pas du tout corrompu, ... 5 : extrêmement corrompu)

	Partis politiques	Parlement/ pouvoir législatif	Police	Système juridique/ judiciaire	Administration fiscale	Secteur privé/ des affaires	Douanes	Services médicaux	Médias	Système éducatif	Services d'utilité publique	Enregistrements et autorisations	Armée	ONG	Institutions religieuses
Bosnie-Herzégovine	4.5	4.2	4.0	4.1	3.5	3.8	3.9	3.9	3.1	3.6	2.5	2.9	2.4	2.3	2.6
Bulgarie	4.3	4.2	3.8	4.3	3.4	3.8	4.5	4.1	3.2	3.4	2.8	3.6	2.7	3.1	2.7
Croatie	4.0	3.8	3.3	3.9	3.3	3.6	3.3	3.5	3.0	2.9	3.0	3.3	2.6	2.5	2.6
Géorgie	3.6	3.6	2.9	3.9	3.5	3.4	3.6	3.1	2.9	2.9	2.6	3.1	2.5	2.8	2.0
Kosovo	3.1	2.5	1.9	3.0	2.7	3.0	3.4	3.4	2.2	2.4	3.0	2.6	1.2	2.2	1.6
Lituanie	4.3	4.1	4.1	4.2	3.3	3.6	4.2	3.9	2.9	3.1	2.5	2.9	2.4	2.7	2.1
Macédoine	4.1	4.0	3.5	4.3	3.4	3.5	4.2	3.9	3.0	3.7	2.8	2.8	2.4	2.6	2.2
Moldavie	3.8	3.6	4.2	3.8	2.9	3.5	4.2	4.0	3.0	3.9	2.7	3.3	2.8	2.7	2.1
Pologne	4.2	4.1	3.9	4.0	3.1	3.8	2.7	4.1	2.8	2.9	2.6	3.5	2.6	2.8	2.5
République Tchèque	3.7	3.3	3.7	3.4	2.7	3.1	3.4	2.9	2.7	2.5	2.2	2.4	2.6	2.3	2.2
Roumanie	3.8	3.6	3.6	3.7	2.4	3.4	3.8	3.6	2.7	2.9	2.5	2.9	2.4	2.5	2.1
Russie	4.0	3.9	4.2	3.9	3.8	3.8	3.7	3.5	3.4	3.7	3.1	3.5	3.5	2.7	2.2
Serbie	4.2	3.8	4.0	4.1	3.2	3.8	4.2	4.0	3.7	3.7	2.9	2.9	2.9	3.4	2.3
Ukraine	3.9	3.8	4.1	4.1	3.6	3.8	4.1	4.0	3.1	3.8	2.5	3.3	3.0	3.0	2.3
EUROPE C/OR – moyenne	4.0	3.9	4.0	3.9	3.5	3.7	3.7	3.7	3.2	3.5	2.9	3.4	3.1	2.7	2.3
Argentine	4.6	4.5	4.3	4.3	3.4	3.6	4.2	3.0	3.4	3.0	3.3	3.6	3.2	2.8	3.0
Bolivie	4.8	4.6	4.7	4.3	3.5	3.4	4.4	3.2	3.0	3.3	3.2	3.1	3.8	3.2	2.3
Chili	4.2	3.8	3.5	4.1	3.2	3.5	3.3	2.6	3.0	2.4	3.0	2.8	3.0	2.6	2.2
Colombie	4.4	4.2	3.8	3.8	3.6	3.1	3.6	3.2	3.0	3.0	3.5	3.1	3.2	3.0	2.7
Costa Rica	4.6	4.2	3.8	3.6	4.1	3.5	4.0	3.5	3.1	3.1	3.6	3.2	.	3.0	3.2
Equateur	4.9	4.9	4.3	4.6	3.7	3.4	4.5	3.5	3.3	3.6	4.1	4.4	3.6	2.9	2.8
Guatemala	4.2	4.0	4.2	3.9	4.0	3.7	3.8	3.6	3.5	3.4	3.7	3.6	3.9	3.4	3.2
Mexique	4.7	4.4	4.7	4.5	3.9	3.5	4.2	3.2	3.3	3.1	3.6	4.0	3.1	3.3	2.9
Nicaragua	4.6	4.4	4.3	4.4	4.4	3.9	4.1	4.0	3.7	4.1	4.2	4.1	3.4	3.3	3.0
Panama	4.7	4.7	4.4	4.5	3.9	3.5	4.0	3.2	3.2	3.3	3.5	3.4	3.9	3.0	2.4
Paraguay	4.8	4.7	4.7	4.6	4.1	3.5	4.6	3.9	3.1	3.6	4.0	3.8	4.2	3.0	2.8
Pérou	4.5	4.5	4.4	4.5	3.9	3.4	3.4	3.6	3.7	3.8	3.6	4.1	4.1	3.3	2.6
République Dominicaine	4.3	3.7	4.3	3.8	3.8	3.3	3.7	3.4	3.2	3.1	3.5	3.4	3.4	3.0	3.0
Uruguay	4.0	3.4	3.9	3.5	3.0	3.2	4.0	3.2	2.8	2.6	2.9	2.3	2.9	2.2	2.9
Venezuela	3.7	3.7	3.7	3.4	3.2	3.3	3.4	3.3	3.2	3.1	3.2	3.4	3.2	3.2	3.2
ALC – moyenne	4.5	4.4	4.3	4.3	3.7	3.5	4	3.2	3.3	3.2	3.5	3.7	3.3	3.1	2.8
Israël	4.5	4.2	3.3	2.9	3.2	3.2	3.0	3.0	3.3	3.0	3.2	3.1	2.5	3.1	3.8
Turquie	4.1	3.9	4.0	4.0	4.2	4.0	4.1	4.1	3.8	4.0	4.0	3.7	3.3	3.6	3.4
Canada	3.9	3.6	2.7	3.2	2.9	3.0	2.5	2.5	3.1	2.3	2.7	2.2	2.5	2.4	2.6
Etats-Unis	3.9	3.5	3.1	3.5	3.4	3.2	3.0	3.1	3.5	3.0	3.0	2.5	2.9	3.0	2.8
Total	4.0	3.7	3.6	3.5	3.4	3.4	3.3	3.2	3.2	3.0	3.0	2.9	2.9	2.8	2.6

Remarque : Les secteurs du tableau ci-dessus sont entrés de gauche à droite en fonction de leur score à l'échelle mondiale. Les cases de couleur différente montrent la ou les institutions/ secteurs (ex aequo) jugés les plus corrompus pour chaque pays/ territoire.

Tableau 10 : Impact de la corruption sur la vie politique, l'environnement professionnel et la vie personnelle et familiale

Certaines personnes pensent que la corruption affecte différents aspects de la vie dans ce pays. D'après vous, la corruption affecte-t-elle... (1 : Pas du tout ... 4 : Beaucoup)	La vie politique	L'environnement professionnel	Votre vie personnelle et familiale
Afrique du Sud	3.2	2.8	2.2
Allemagne	3.2	2.1	1.7
Argentine	3.3	3.0	2.4
Autriche	2.5	1.7	1.4
Bolivie	3.9	3.0	3.2
Bosnie-Herzégovine	3.6	3.5	3.3
Bulgarie	3.6	3.4	2.0
Cambodge	2.3	2.4	2.4
Cameroun	3.5	3.4	2.2
Canada	3.3	3.1	2.1
Chili	3.3	3.1	2.0
Colombie	3.2	3.0	2.6
Corée du Sud	3.6	3.5	2.9
Costa Rica	3.0	2.8	2.7
Croatie	3.5	3.6	2.3
Danemark	2.4	2.6	1.6
Equateur	3.0	3.0	2.7
Espagne	2.6	2.2	1.7
Etats-Unis	3.2	3.0	2.2
Ethiopie	3.2	3.3	2.8
Finlande	2.6	2.4	1.3
France	3.4	2.4	1.4
Géorgie	3.5	3.5	2.8
Ghana	3.1	3.1	2.7
Grèce	3.7	3.6	2.5
Guatemala	3.2	2.9	2.5
Hong Kong	3.1	2.9	2.5
Inde	3.2	2.9	2.6
Indonésie	3.3	3.2	2.5
Irlande	3.3	3.0	1.7
Islande	3.1	3.0	1.9
Israël	3.7	3.5	2.7
Italie	3.4	3.5	1.5
Japon	2.4	2.2	1.7
Kenya	3.2	3.3	3.2
Kosovo	2.9	2.7	2.2
Lituanie	3.6	3.4	2.2
Luxembourg	2.8	2.8	1.8
Macédoine	3.4	3.2	2.6
Malaisie	3.1	2.9	2.1
Mexique	3.4	3.0	3.0
Moldavie	3.1	3.0	2.5
Nicaragua	3.0	3.0	3.0
Nigeria	3.2	3.0	2.6
Norvège	2.8	2.9	1.3
Pakistan	3.2	3.1	2.8
Panama	3.5	3.2	3.0
Paraguay	3.4	3.1	2.6
Pays-Bas	2.5	2.8	1.5
Pérou	3.7	3.3	2.9
Philippines	3.6	3.6	3.5
Pologne	3.6	3.4	2.1
Portugal	3.6	3.5	2.0
République Dominicaine	3.1	3.0	2.8
République Tchèque	3.4	3.1	1.8
Roumanie	3.2	3.2	2.5
Royaume-Uni	3.0	2.8	1.6
Russie	3.4	3.1	2.0
Sénégal	3.3	2.9	1.5
Serbie	3.2	2.9	2.3
Singapour	2.7	2.7	2.0
Suisse	2.7	2.9	1.5
Taiwan	3.8	3.7	2.9
Thaïlande	3.2	3.3	2.8
Togo	3.1	3.1	2.1
Turquie	3.3	3.3	3.1
Ukraine	3.3	3.1	1.9
Uruguay	3.3	2.9	2.3
Venezuela	2.8	2.7	2.4
Total	3.2	3.0	2.2

Tableau 11 : Dans quelle mesure le niveau de corruption a-t-il augmenté ou diminué au cours des trois dernières années ?

<i>Au cours des 3 dernières années, comment le niveau de corruption a-t-il évolué ?</i>	Beaucoup augmenté (%)	Un peu augmenté (%)	Resté le même (%)	Un peu diminué (%)	Beaucoup diminué (%)	Ne sait pas/pas de réponse (%)
Afrique du Sud	48	19	16	11	3	3
Allemagne	34	32	25	5	2	3
Argentine	17	23	39	17	1	3
Autriche	11	18	31	4	4	30
Bolivie	53	17	21	7	2	1
Bosnie-Herzégovine	34	31	24	7	1	4
Bulgarie	21	16	30	9	1	23
Cambodge	28	24	26	11	2	9
Cameroun	45	26	15	11	0	3
Canada	32	26	33	3	1	5
Chili	35	19	31	12	0	3
Colombie	23	13	27	31	7	0
Corée du Sud	16	29	34	16	1	4
Costa Rica	72	7	18	2	1	1
Croatie	30	17	36	11	2	4
Danemark	5	35	50	6	0	4
Equateur	69	13	15	1	1	1
Espagne	29	19	35	7	2	8
Etats-Unis	43	22	23	7	4	2
Ethiopie	42	19	16	17	3	2
Finlande	7	26	34	9	1	24
France	19	29	35	6	1	9
Géorgie	11	9	27	33	13	8
Ghana	35	16	16	21	4	7
Grèce	45	20	24	9	2	0
Guatemala	38	23	26	9	2	2
Hong Kong	7	20	35	24	8	6
Inde	62	22	9	7	0	0
Indonésie	15	13	27	35	5	4
Irlande	30	19	26	18	5	2
Islande	16	33	34	6	1	10
Israël	65	14	17	1	1	2
Italie	28	22	38	9	1	2
Japon	26	22	44	7	1	1
Kenya	16	14	17	42	6	6
Kosovo	29	19	24	12	2	14
Lituanie	30	30	22	5	1	12
Luxembourg	8	28	44	5	1	14
Macédoine	39	18	27	10	1	4
Malaisie	18	21	25	21	1	13
Mexique	40	19	29	9	2	1
Moldavie	23	27	28	15	1	6
Nicaragua	74	7	14	5	1	
Nigeria	59	14	10	13	4	0
Norvège	7	50	27	5	1	11
Pakistan	39	28	16	7	1	10
Panama	55	8	28	7	1	1
Paraguay	52	12	22	11	2	1
Pays-Bas	21	40	18	4	1	17
Pérou	59	14	19	8	0	1
Philippines	70	14	9	6	1	0
Pologne	44	18	29	3	0	5
Portugal	42	26	21	4	1	6
République Dominicaine	72	8	11	8	1	0
République Tchèque	19	29	37	8	1	6
Roumanie	23	14	34	17	2	10
Royaume-Uni	24	29	33	4	2	8
Russie	39	23	26	6	1	5
Sénégal	19	20	23	17	3	18
Serbie	31	17	33	12	1	7
Singapour	5	11	40	15	10	18
Suisse	21	29	36	8	0	7
Taïwan	22	9	41	18	5	6
Thaïlande	39	12	22	19	5	4
Togo	44	16	17	13	4	6
Turquie	18	21	15	28	7	10
Ukraine	19	22	31	12	1	15
Uruguay	37	20	33	7	1	4
Venezuela	59	12	15	11	1	2
Total	35	22	27	9	2	5

Tableau 12 : Perspectives d'avenir : les niveaux de corruption vont-ils augmenter ou diminuer sur les trois prochaines années ?

<i>Pensez-vous que le niveau de corruption va changer dans les 3 prochaines années ? Va-t-il...</i>	Beaucoup augmenter (%)	Un peu augmenter (%)	Rester le même (%)	Un peu diminuer (%)	Beaucoup diminuer (%)	Ne sait pas/pas de réponse (%)
Afrique du Sud	27	11	19	22	14	7
Allemagne	26	31	30	9	1	4
Argentine	9	12	43	25	2	10
Autriche	10	24	36	4	2	25
Bolivie	16	15	34	15	8	13
Bosnie-Herzégovine	15	25	31	19	3	7
Bulgarie	7	8	31	17	3	34
Cambodge	19	20	15	16	5	25
Cameroun	26	13	22	22	13	4
Canada	16	22	40	14	3	5
Chili	8	12	37	26	3	13
Colombie	17	13	28	30	8	5
Corée du Sud	10	22	38	22	2	6
Costa Rica	46	9	24	13	2	6
Croatie	13	12	38	26	6	5
Danemark	4	29	57	6	2	2
Equateur	47	14	22	3	4	11
Espagne	23	16	43	7	2	10
Etats-Unis	30	26	28	10	4	2
Ethiopie	17	10	16	35	13	9
Finlande	8	32	34	8	1	17
France	12	23	40	10	1	14
Géorgie	5	3	29	24	14	25
Ghana	22	10	14	19	23	11
Grèce	25	16	26	21	9	3
Guatemala	36	21	28	9	3	3
Hong Kong	4	18	42	23	7	6
Inde	57	21	9	8	1	4
Indonésie	8	2	7	18	63	2
Irlande	13	19	37	22	6	3
Islande	8	29	42	11	1	9
Israël	22	39	26	8	1	4
Italie	18	23	38	13	1	8
Japon	19	23	47	8	1	1
Kenya	13	12	20	31	12	12
Kosovo	10	6	16	31	19	19
Lituanie	12	25	37	16	1	9
Luxembourg	9	31	40	9	2	8
Macédoine	20	13	27	28	4	8
Malaisie	16	17	21	25	3	19
Mexique	29	21	33	13	1	3
Moldavie	13	20	28	23	5	12
Nicaragua	62	8	18	6	2	4
Nigeria	27	9	10	30	21	3
Norvège	5	55	24	9	1	6
Pakistan	29	27	16	5	2	21
Panama	40	8	27	17	3	5
Paraguay	33	14	33	15	1	4
Pays-Bas	17	35	27	5	1	16
Pérou	35	13	24	8	1	19
Philippines	65	11	13	6	1	4
Pologne	19	18	38	13	2	9
Portugal	19	20	25	19	9	8
République Dominicaine	34	9	16	25	9	7
République Tchèque	10	22	44	14	3	7
Roumanie	9	5	36	31	5	13
Royaume-Uni	18	28	36	9	2	8
Russie	26	24	34	7	1	8
Sénégal	10	9	19	27	17	17
Serbie	21	15	33	17	3	12
Singapour	6	13	37	16	15	12
Suisse	14	33	38	10	1	4
Taïwan	22	13	35	14	3	13
Thaïlande	24	13	21	26	9	8
Togo	24	10	16	18	23	11
Turquie	12	17	22	23	10	17
Ukraine	4	8	30	29	10	18
Uruguay	5	4	21	44	13	13
Venezuela	44	18	19		2	16
Total	23	21	30	14	5	7

Tableau 13 : Expérience de la corruption : qui a versé des pots-de-vin au cours de l'année écoulée ?

<i>Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vous-même ou une personne vivant dans votre foyer versé un pot-de-vin sous quelque forme que ce soit ?</i>	Oui (%)	Non (%)	Ne sait pas/ pas de réponse (%)
Afrique du Sud	5	91	3
Allemagne	2	97	0
Argentine	6	92	3
Autriche	4	82	13
Bolivie	20	79	1
Bosnie-Herzégovine	6	93	1
Bulgarie	7	88	5
Cambodge	36	62	2
Cameroun	43	46	11
Canada	1	98	0
Chili	3	95	2
Colombie	6	93	1
Corée du Sud	4	95	1
Costa Rica	4	96	1
Croatie	7	93	0
Danemark	1	99	0
Equateur	18	80	2
Espagne	0	96	4
Etats-Unis	1	99	0
Ethiopie	30	69	0
Finlande	3	90	7
France	2	96	3
Géorgie	7	87	4
Ghana	21	69	10
Grèce	12	87	0
Guatemala	25	73	2
Hong Kong	0	99	0
Inde	12	87	1
Indonésie	11	84	4
Irlande	1	98	1
Islande	1	98	1
Israël	2	97	1
Japon	0	90	10
Kenya	19	59	22
Kosovo	9	89	3
Lituanie	28	64	9
Luxembourg	6	91	3
Macédoine	8	88	4
Malaisie	6	91	3
Mexique	31	65	5
Moldavie	29	61	10
Nicaragua	5	95	0
Nigeria	29	69	2
Norvège	4	92	4
Pakistan	13	67	19
Panama	9	90	1
Paraguay	43	51	6
Pays-Bas	0	97	2
Pérou	14	78	8
Philippines	9	91	0
Pologne	8	76	16
Portugal	2	97	1
République Dominicaine	16	83	0
République Tchèque	18	74	8
Roumanie	22	64	15
Royaume-Uni	1	99	1
Russie	17	81	1
Sénégal	19	55	26
Serbie	19	74	7
Singapour	4	95	1
Suisse	1	97	2
Taiwan	3	96	1
Thaïlande	6	93	1
Togo	30	60	10
Turquie	5	91	4
Ukraine	13	78	8
Uruguay	3	97	1
Venezuela	6	88	5
Total	9	87	4

Annexe II

Baromètre mondial de la corruption 2005 de TI – Questionnaire

Nous aimerions maintenant vous poser quelques questions sur la corruption. Dans cette enquête, nous utilisons le terme « corruption » pour désigner les abus de pouvoir, commis par un fonctionnaire ou un homme d'affaires par exemple, aux fins d'obtenir un bénéfice personnel. Il peut s'agir de bénéfices matériels ou autres.

- 1. Certaines personnes pensent que la corruption affecte différents domaines de la vie dans ce pays. D'après vous, la corruption affecte-t-elle pas du tout, un peu, moyennement ou beaucoup les domaines suivants ?**
LIRE À VOIX HAUTE ET MODIFIER L'ORDRE. UN SEUL CODE PAR ITEM

Domaines	Pas du tout	Un peu	Moyennement	Beaucoup	NSP/ pas de réponse	
Votre vie personnelle et familiale	1	2	3	4	9	Col 5
L'environnement professionnel	1	2	3	4	9	Col 6
La vie politique	1	2	3	4	9	Col 7

- 2. Au cours des 3 dernières années, comment le niveau de corruption a-t-il évolué dans ce pays ?**
LIRE À VOIX HAUTE ET MODIFIER L'ORDRE. UN SEUL CODE PAR ITEM

Il a beaucoup augmenté 1
Il a un peu augmenté 2
Il est resté le même 3
Il a un peu diminué 4
Il a beaucoup diminué 5
NSP/ pas de réponse

- 3. Pensez-vous que le niveau de corruption va changer dans les 3 prochaines années ? Va-t-il :**
LIRE À VOIX HAUTE ET MODIFIER L'ORDRE. UN SEUL CODE PAR ITEM

Beaucoup augmenter 1
Un peu augmenter 2
Rester le même 3
Un peu diminuer 4
Beaucoup diminuer 5
NSP/ pas de réponse 9

4. Dans quelle mesure pensez-vous que les secteurs suivants sont affectés par la corruption dans ce pays ? Merci de répondre en utilisant une échelle de 1 à 5 (où 1 signifie pas du tout corrompu et 5 signifie très corrompu). Vous pouvez bien sûr donner une note intermédiaire.

LIRE À VOIX HAUTE ET MODIFIER L'ORDRE. UNE SEULE REPONSE PAR ITEM

Secteurs	Pas du tout corrompu 1	2	3	4	Extrême-ment corrompu 5	NSP/ pas de réponse
La douane	1	2	3	4	5	9
Le système éducatif	1	2	3	4	5	9
Le système légal/ judiciaire	1	2	3	4	5	9
Les services de santé	1	2	3	4	5	9
La police	1	2	3	4	5	9
Les partis politiques	1	2	3	4	5	9
Le parlement/ pouvoir législatif	1	2	3	4	5	9
Les services d'enregistrement et de délivrance d'autorisations (enregistrement des naissances, des mariages, autorisations, licences)	1	2	3	4	5	9
Les services publics (téléphone, électricité, eau, etc.)	1	2	3	4	5	9
L'impôt sur les revenus	1	2	3	4	5	9
Le secteur privé/ des affaires	1	2	3	4	5	9
Les médias	1	2	3	4	5	9
L'armée	1	2	3	4	5	9
Les ONG (organisations non gouvernementales)	1	2	3	4	5	9
Les institutions religieuses	1	2	3	4	5	9

5. Au cours des 12 derniers mois, vous-même, ou quelqu'un vivant dans votre foyer a-t-il payé un pot-de-vin sous quelque forme que ce soit ?

ENQUETEUR : vivant dans le même foyer = vivant sous le même toit, p. ex. parents, enfants, etc.

01 Oui

08 NSP

02 Non

09 Pas de réponse

POSER LA QUESTION SUIVANTE AUX PERSONNES QUI ONT REPONDU OUI A LA Q5 – pour les autres, passer à la Q6

5.1 Quel a été le montant approximatif payé, dans l'ensemble, sous forme de pot-de-vin dans votre foyer au cours des 12 derniers mois ?

Question posée en monnaie locale mais codée par l'enquêteur en dollars américains (USD) (ou en euros).

- | | |
|--|--|
| 1. Inférieur à 30 USD/inférieur à 25 € environ | 9. 500 - 749 USD/ 400 - 599 € |
| 2. 30 - 49 USD/ 25 - 39 euros | 10. 750 - 999 USD/ 600 - 799 euros |
| 3. 50 - 74 USD/ 40 - de 59 euros | 11. supérieur à 1 000 USD/ supérieur à 800 euros |
| 4. 75 - 99 USD/ 60 - 79 euros | 12. NSP/ pas de réponse |
| 5. 100 - 149 USD/ 80 - 119 euros | 13. A refusé de répondre |
| 6. 150 - 199 USD/ 120 - 159 euros | |
| 7. 200 - 299 USD/ 160 - 239 euros | |
| 8. 300 - 499 USD/ 240 - 399 euros | |

POSER LA QUESTION SUIVANTE AUX PERSONNES QUI ONT REPONDU OUI A LA Q5 – pour les autres, passer à la Q6

5.2. Laquelle des affirmations suivantes s'applique aux pots-de-vin payés au cours des 12 derniers mois : LIRE À VOIX HAUTE ET MODIFIER L'ORDRE. UNE SEULE REPONSE

	OUI	NON	NSP/ pas de réponse
Un pot-de-vin a été directement demandé	1	2	9
Un pot-de-vin a été proposé pour éviter tout problème avec les autorités	1	2	9
Un pot-de-vin a été proposé pour bénéficier d'un service normalement dû	1	2	9

Annexe III

Baromètre mondial de la corruption 2005 de TI

Pays couverts et informations nationales

Pays/ territoire	Contact	E-mail	Société	Mode	Type d'échanti- llon	Taille de l'échan- tillon	Dates de l'enquête de terrain
Afrique du Sud	Mari Harris	marih@markinor.co.za	Markinor	Entretien direct	Urbain	2000	9 juin – 4 juillet
Allemagne	Johannes Huxoll	Johannes.huxoll@tns-emnid.com	TNS Emnid	Téléphone	National	500	21 juin – 29 juin
Argentine	Ricardo Hermelo	ricardo.hermello@tns-gallup.com.ar	TNS Gallup Argentina	Entretien direct	National	1000	4 ^{ème} semaine de mai
Autriche	Ingrid lux	i.lusk@gallup.at	Gallup Austria	Entretien direct	National	668	31 mai – 16 juin
Bolivie	Luis Alberto Quiroga	Proyectos@encuestas-estudios.com	Encuestas & Estudios	Entretien direct	Urbain	519	10 juin – 25 juin
Bosnie-Herzégovine	Aida Hadziavdic-Begovic	Aida.hadziavdic@mib.ba	Mareco Index Bosnia	Téléphone	National	500	6 juin – 10 juin
Bulgarie	Antón Valkovski	A.valkovski@bbss-gallup.com	TNS BBSS	Entretien direct	National	1024	5 juillet – 12 juillet
Cambodge*	Hean Sokhom	sokhom@forum.org.kh	Center for Advanced Study	Entretien direct	National	600	9 – 20 octobre
Cameroun	Simplice Ngampou	Sngampou@rms-africa.com	RMS Cameroon	Entretien direct	Villes principales	500	4 juin – 6 juin
Canada	Anne-Marie Marois	Ammarois@legermarketing.com	Leger Marketing	Téléphone	National	1001	6 juin – 15 juin
Chili*	Paola Cea	mori4@morichile.cl	MORI (Chile) S.A.	Entretien direct	Urbain	1200	25 août – 2 sept
Colombie	Carlos Lemoine	Clemino@cncol.com	Centro Nacional de Consultoria	Entretien direct et téléphone	Urbain	500	8 juillet – 13 juillet
Corée	Hwanhee Lee	Hhlee@gallup.co.kr	Gallup Korea	Entretien direct	National	1515	20 mai – 3 juin
Costa Rica*	Hugo Mendieta	Hmendieta@apinvestigacion.com	API Sigma Dos	Téléphone	Urbain	500	23 mai – 2 juin
Croatie	Dragan Bagic	Drgan.bagic@puls.hr,	Puls	Téléphone	National	600	1 juin – 20 juin
Danemark	Claus Bo Hansen	Claus.Bo.Hansen@tns-gallup.dk	TNS Gallup Denmark	Téléphone	National	500	8 juin – 16 juin
Equateur	Carlos A. Cordova	Carlos.cordova@cedatos.com	Cedatos	Entretien direct	Villes principales	500	27 juin – 1 juillet
Espagne	Rosa Doncel	rosad@sigmados.com	Sigma Dos International	Entretien direct	National	500	25 juillet – 2 août
États-Unis	Jane Cutler	Jane.cutler@tns-global.com	TNS Intersearch	Téléphone	National	504	29 juin – 3 juillet
Ethiopie*	Margit Cleveland	Mcleland@rms-africa.com	Research & Marketing Services	Entretien direct	Capital e	510	15 juin – 21 juin
Finlande	Mika Kiiski	Mika.kiiski@tns-gallup.fi	TNS Gallup Finland	Téléphone et télépanel	National	1289	17 juin – 22 juin
France	Guillaume Rainsard	guillaume.rainsard@tns-sofres.com	TNS France	Entretien direct	National	1003	21 juin – 22 juin
Géorgie	Merab Pachulia	mpachulia@gorbi.com	GORBI	Téléphone	Ville principale	500	20 août – 30 août
Ghana*	Steve Ayo Amale	Aamale@rms-africa.com	Research & Marketing Services	Entretien direct	Urbain	1005	10 juin – 18 juin
Grèce	Ero Papadopoulou	ero.papadopoulou@tnsicap.gr	TNS ICAP	Téléphone	National	500	2 juin – 15 juin
Guatemala*	Jorge Fernández	Multivexsa@intelnett.com	Multivex Sigma Dos Guatemala	Entretien direct	Urbain	500	18 juin – 20 juin
Hong Kong	Ellen Tops	Ellen.tops@tns-global.com	TNS Hong Kong	Téléphone	National	500	10 juin – 19 juin
Inde	Sharmistha Das	Sharmistha.das@tns-global.com	TNS India	Entretien direct	National	1063	1 juin – 9 juin
Indonésie	Pipit Andriany	Pipit.Andriany@tns-global.com	TNS Indonesia	Entretien direct	Ville principale	500	21 juillet – 27 juillet
Islande	Ásdís G. Ragnarsdóttir	Asdisg@gallup.is	IMG Gallup	Téléphone	National	1200	29 juin – 26 juillet
Israël	Tamar Fuchs	Tamar.fuchs@tns-teleseker.com	TNS Teleseker	Téléphone	National	501	29 juin – 30 juin
Italie	Paolo Colombo	paolo.colombo@doxa.it	Doxa Italy	Téléphone	National	502	28 juillet – 1 août
Japon	Kiyoshi Nishimura	Nisimura@nrc.co.jp	Nippon Research Center	Questionnaire à remplir par le sondés	National	1212	2 juin – 13 juin
Kenya	Maggie Ileri	maggie@steadman-group.com	Steadman Research Services International	Entretien direct	National	2219	1 juillet – 9 juillet
Kosovo*	Assen Blagoev	A.Blagoev@gallup-bbss.com	BBSS Index Kosovo	Entretien direct	Pop. albanaise + groupes	1023	26 mai – 1 juin
Lituanie*	Dainius Derkintis	Dainius.Derkintis@tns-global.com	TNS Gallup	Entretien direct	National	511	21 juin – 30 juin

Luxembourg	Marc Thiltgen	Marc.thiltgen@ilres.com	Ilres	Téléphone	National	582	24 juin – 3 juillet
Macédoine	Elida Medarovska	E.medarovska@brima-gallup.com.mk	Brima	Entretien direct	National	1008	17 juin – 24 juin
Malaisie	Hafeez Amin	Hafeez.amin@tns-global.com	TNS Malaysia	Entretien direct et téléphone	Urbain	1250	30 mai – 26 juin
Mexique	Ramón Chaidez	Ramon.chaidez@tns-gallup.com.mx	TNS Gallup Mexico	Entretien direct	Urbain	700	24 juin – 29 juin
Moldavie	Igor Munteanu	cbs_axa@yahoo.com	CBS Axa	Entretien direct	National	509	24 juin – 28 juin
Nicaragua*	Hugo Mendieta	Hmendieta@apinvestigacion.com	API Sigma Dos	Entretien direct	Urbain	500	23 mai – 2 juin
Nigeria	Pradiptra Mitra	Pkmitra@rms-africa.com	Research & Marketing Services Limited	Entretien direct	Villes principales	500	11 juin – 20 juin
Norvège	Ole Fredrik Ugland	Olefredrik.ugland@tns-gallup.no	TNS Gallup Norway	Sondage en ligne	National	510	1 juin – 16 juin
Pakistan	Ijaz Shafi Gillani	isb@gallup.com.pk	Gallup Pakistan	Entretien direct	Urbain	843	1 juin – 20 juin
Panama*	Humberto Gonzalez	psicomer@pty.com	PSM Sigma Dos Panama	Téléphone	Ville principale	500	6 juin – 14 juin
Paraguay*	Marlene Heinrich.	Cam@pla.net.py	CAM Research	Entretien direct	Ville principale	500	1 juin – 25 juin
Pays-Bas	Hanneke Sjerps	Hanneke.sjerps@tns-nipo.com	TNS NIPO	Entretien direct	National	549	9 juin – 21 juin
Pérou	Gustavo Yrala	Gyrala@datum.com.pe	Datum Internacional	Entretien direct	National	1112	11 juin – 20 juin
Philippines	Angel Almojuela	Angel.almojuela@asiaresearch.com.ph	Asia Research Organization	Téléphone	National	1000	30 mai – 19 juin
Pologne	Marek Fudala	Marek.fudala@mareco.pl	Mareco Polska	Entretien direct	National	908	14 juin – 24 juin
Portugal	Ana Firmino	Ana.firmino@tns-global.com	TNS Euroteste	Téléphone	National	520	22 juin – 28 juin
Rep. tchèque	Jan Trojacek	Trojacek@mareco.cz	Mareco	Entretien direct	National	500	14 juin – 27 juin
République d'Irlande	Patricia Kelly	Patricia.Kelly@msl.ie	Millward Brown IMS	Téléphone	National	500	18 mai – 2 juin
République Dominicaine*	Leonard Kemp	Sigmados@verizon.net.do	Sigma Dos Republica Dominicana	Entretien direct	Urbain	806	12 juillet – 16 juillet
Roumanie	Andrei Musetescu	Andrei.musetescu@tns-global.com	Csop	Entretien direct	National	1058	27 mai – 5 juin
Royaume-Uni	Emma Phillips	Emma.phillips@tns-global.com	TNS UK	Téléphone	National	1031	3 juin – 5 juin
Russie	Victor Pratusевич	Pratusевич.V@rmh.ru	ROMIR	Entretien direct	National	1006	18 mai – 24 mai
Sénégal*	Erckman Togna	Etogna@rms-africa.com.	RMS-Senegal	Entretien direct	Urbain	508	20 juin – 23 juin
Serbie	Sladjana Brakus	sladja@mediumindex.co.yu	TNS Medium Gallup	Entretien direct	National	1004	26 mai – 1 juin
Singapour	Petra Curbach	Petra.Curbach@tns-global.com	TNS Singapore	Téléphone	National	502	4 juillet – 17 juillet
Suisse	Barbara Spillmann	Barbara.spillmann@isopublic.ch	ISOPUBLIC	Téléphone	National	500	1 juin – 4 juin
Taiwan	Kevin Meyer	Kevinmeyer@ort.com.tw	Opinion Research Taiwan	Téléphone	National	500	16 juin – 20 juin
Thaïlande	Kulchat Wuttigate	kulchat.wuttigate@tns-global.com	TNS Thailand	Téléphone	Urbain	1000	19 juillet – 31 juillet
Togo*	Steve Ayo Amale	Aamale@rms-africa.com	Research & Marketing Services	Entretien direct	Villes principales	488	28 juin – 29 juin
Turquie	Bengi Özboyacı	Bengi.ozboyaci@tns-global.com	TNS Piar	Entretien direct	National	2036	9 juin – 1 juillet
Ukraine	Alla Vlasjuk	Alla.vlasjuk@tns-global.com.ua.	TNS Ukraine	Entretien direct	National	1200	1 juin – 7 juin
Uruguay	José Luis Soto	marketing@adinet.com.uy	Sigma Dos Uruguay	Téléphone	Ville principale	537	30 mai – 24 juin
Venezuela	Romel Romero	Romel@sigmados-international.com	Sigma Dos Venezuela	Entretien direct	Ville principale	500	9 juin – 24 juin

* Les sociétés de ces pays ne sont pas membres de la Gallup International Association mais sont des sociétés fiables avec lesquelles Gallup a travaillé.

Remarques méthodologies

Le Baromètre mondial de la corruption 2005 de TI est un sondage d'opinion réalisé pour TI par Gallup International à l'échelle mondiale, auprès de 54 260 répondants. Le Baromètre mondial de la corruption 2005 de TI consiste en un ensemble de cinq questions intégrées dans l'enquête « Voice of the People 2005 » (La voix du peuple), menée dans 69 pays par les membres ou les partenaires de Gallup International. Le Baromètre mondial de la corruption de TI doit être réitéré chaque année.

Couverture

Dans l'ensemble, l'enquête « Voice of the People » a été menée dans 69 pays mais certaines données manquent pour quelques pays car les pouvoirs publics n'ont pas permis de poser certaines questions ou suite à la survenue de problèmes techniques pendant l'enquête de terrain.

En Italie, les questions 5, 5.1 et 5.2 ont été supprimées de l'enquête et, à Singapour, seule la première partie de la question 5 a été posée et pas les parties 5.1 – 5.2- 5.3.

Période d'enquête sur le terrain

Les travaux d'investigation en vue de l'étude ont été menés entre mai et octobre 2005.

Variables démographiques

Les variables démographiques telles que l'âge, l'éducation, le revenu du ménage, l'emploi et la religion ont été enregistrées à partir des données originales de l'enquête de Gallup International.

Sélection de l'échantillon

Les échantillons sont essentiellement de type national mais, dans certains pays, limités à une population urbaine. Il convient de souligner que, à l'échelle mondiale, les résultats reposent assez fortement sur les réponses de populations urbaines.

Dans la plupart des pays, la méthode d'échantillonnage repose sur un échantillonnage par quotas, utilisant des équilibres en termes de sexe, d'âge, de statut socioéconomique, de région et d'implantation urbaine comme variables. Certains pays ont opté pour un échantillonnage aléatoire.

Les entretiens ont été réalisés soit directement, soit par téléphone (surtout dans les pays développés) auprès de répondants hommes ou femmes âgés de plus de 15 ans (le type d'entretien est précisé par pays en Annexe III du Rapport sur le Baromètre mondial de la corruption 2005 de TI).

Pondération

Les déséquilibres liés à l'échantillon dans les données d'un pays (ex. légères corrections des proportions en termes de groupe d'âge, de sexe, etc.) ont été pondérés en premier lieu afin de fournir un échantillon représentatif de la population nationale (ou représentatif de la population choisie s'il ne s'agit pas d'un échantillon de la population totale). Par la suite, chaque pays a fait l'objet d'une pondération en fonction de la population adéquate. Par exemple, les pays où seule une population urbaine était interrogée ont fait l'objet d'une pondération par rapport à la population urbaine totale.

Codage des données, contrôle qualité et analyse

Le codage des données et le contrôle de la qualité, ainsi que l'analyse préliminaire, ont été réalisés par Gallup International.

Le rapport complet sur le Baromètre mondial de la corruption 2005 de TI a été rédigé par le Département de stratégie et de recherche du Secrétariat International de TI.

La marge d'erreur standard de cette enquête est de +/- 4.

Un travail statistique supplémentaire a été réalisé par le Prof. Johann Lambsdorff, de l'Université de Passau, sur la question 5, qui s'intéresse à la fréquence à laquelle la population a fait l'expérience des pots-de-vin. Son travail explore la façon dont les résultats de cette question du Baromètre peuvent être comparés à l'ICP et comprend des recommandations sur la façon dont il convient d'interpréter les résultats. Le document correspondant peut être téléchargé à l'adresse suivante : <http://www.transparency.org/surveys/index.html#barometer>